

# PRÉPAREZ-VOUS À VIVRE

Renforcer la résistance des communautés à gérer l'insécurité alimentaire dans la région du Sahel



tearfund

## **Préparez-vous à vivre**

### **Renforcer la résistance des communautés à gérer l'insécurité alimentaire dans la région du Sahel**

Charles Kelly et Jo Khinmaung

Sous la direction de Hazel Southam

Photos de la première de couverture par Jim Loring et Andy Atkins, Tearfund

Photos de la quatrième de couverture par Caroline Kassell, Tearfund

Conception : Wingfinger

© Tearfund 2007

**Charles Kelly** a plus de douze ans d'expérience dans le domaine de la sécurité alimentaire dans le Sahel et ailleurs. Il a publié plusieurs articles sur la gestion de catastrophes. Il est non seulement chargé de cours et membre du conseil d'administration du Cuny Centre mais également membre affilié du Benfield UCL Hazard Research Centre, University College London (les points de vue exprimés dans ce rapport ne sont pas nécessairement ceux du Cuny Centre ni ceux du Benfield UCL Hazard Research Centre).

**Jo Khinmaung** est chargée du programme de plaidoyer dans l'équipe d'Afrique occidentale de Tearfund.  
Contact : jo.khinmaung@tearfund.org

#### **Remerciements**

Nous aimerions remercier tous ceux qui ont contribué à la préparation du présent rapport, notamment les partenaires de Tearfund, d'autres ONG ainsi que les représentants des gouvernements et des bailleurs de fonds interviewés. Nos remerciements s'adressent en particulier à : Abdoul-Azize Sarki et Siman Assoumane Issa de UEEP et Jeff Woodke de JEMED au Niger ; Ardiouma Hema et Dieudonné Kafando de CREDO et Dieudonné Bargo d'ODE au Burkina Faso. Nous exprimons également notre gratitude à toutes les personnes qui ont fait des observations et des commentaires sur le projet de rapport.

Tearfund est une agence chrétienne évangélique de développement et de secours, qui collabore avec les partenaires locaux dans le but d'apporter de l'aide et de donner de l'espoir aux communautés dans le besoin, dans le monde entier.

Tearfund est membre fondateur du Groupe de travail sur le Sahel (GTS), qui est un réseau d'ONG britanniques qui intervient plus particulièrement au Niger, au Mali et au Burkina Faso. Ce groupe a pour objectif de rechercher et d'apporter des réponses à la vulnérabilité et à la faim chroniques dont souffrent les populations, comme ce fut le cas lors de la crise alimentaire de 2005. Le GTS diffuse des informations, commande des études, coordonne la conception de messages sur la programmation et le plaidoyer.

# Préparez-vous à vivre

Renforcer la résistance des communautés pour gérer  
l'insécurité alimentaire dans la région du Sahel

## Table des matières

Acronymes et abréviations	2
Préface	3
Tableau 1 : Intégrer la RRC dans le développement, les secours d'urgence et la sortie de crise	4
Résumé opérationnel	5
<b>1 Introduction</b>	<b>9</b>
1.1 Situation actuelle dans la région sahélienne	9
1.2 Méthodologie	9
1.3 Concepts	10
<b>2 Constatations</b>	<b>13</b>
2.1 Intégration de la RRC	13
2.2 Compréhension et gestion de l'insécurité alimentaire	18
2.3 Gestion de l'insécurité alimentaire au niveau de la communauté	20
2.4 Gestion de l'insécurité alimentaire au niveau du gouvernement, des bailleurs de fonds et des ONG	24
<b>3 Conclusions</b>	<b>29</b>
3.1 Renforcer la résistance des communautés à gérer l'insécurité alimentaire par la RRC	29
3.2 Avoir la capacité de nourrir sa famille aujourd'hui et demain	29
3.3 Utiliser des stratégies simples pour accroître les actifs	29
3.4 Gérer l'insécurité alimentaire grâce à de meilleurs mécanismes	30
3.5 Émergence récente d'ouvriers agricoles sans terre	30
<b>4 Recommandations</b>	<b>31</b>
4.1 Promouvoir et intégrer la RRC dans le développement, les secours d'urgence et la sortie de crise	31
4.2 Comprendre la sécurité alimentaire comme la capacité à nourrir sa famille aujourd'hui et à l'avenir	31
4.3 Améliorer les mécanismes et s'appuyer sur les stratégies communautaires pour gérer l'insécurité alimentaire	32
4.4 Soutenir les ouvriers agricoles sans terre	32
Appendice 1 Matrice de réduction de la consommation alimentaire et de réponses	33
Bibliographie	37

## Acronymes et abréviations

AEAD	Association Évangélique d'Appui au Développement, partenaire de Tearfund au Burkina Faso
ALNAP	Réseau d'apprentissage actif pour une participation active
BOND	ONG britanniques à l'étranger pour le développement
CE	Commission Européenne
CILSS	Comité Inter-États pour la Lutte contre la Sécheresse au Sahel (comité permanent)
CREDO	Organisation Chrétienne de Secours et de Développement, partenaire de Tearfund au Burkina Faso
CSLP	Cadres stratégiques de lutte contre la pauvreté
DEC	Comité des Urgences de Catastrophe : structure pour les appels publics consolidés par les ONG participantes pour l'assistance de secours de catastrophe au Royaume-Uni
DFID	Ministère du Développement International, Gouvernement du Royaume-Uni et d'Irlande du Nord
EIE	Evaluation d'impact environnemental
E-U	États-Unis
FewsNet	Réseau d'alarme précoce de famine, Agence américaine de développement international
JEMED	Jeunesse En Mission Entraide et Développement, partenaire de Tearfund au Niger
OCHA	Office pour la Coordination des Affaires Humanitaires (Nations Unies)
ODE	Office de Développement des Églises Évangéliques, partenaire de Tearfund au Burkina Faso
ONG	Organisation non-gouvernementale
ONU	Organisation des Nations Unies
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
ReliefWeb	Site internet d'informations géré par les Nations Unies couvrant des activités, des informations et des ressources humanitaires
RRC	Réduction des risques de catastrophe
SAP	Système d'Alerte Précoce
SIPC	Stratégie internationale de prévention des catastrophes naturelles
t	tonne
UEEPN	Union des Églises Évangéliques Protestantes du Niger, partenaire de Tearfund au Niger
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
USAID	Agence des États-Unis pour le Développement International

## Avant-propos

Depuis sa création, en 1968, Tearfund a acquis une grande expérience en matière de gestion des catastrophes. Grâce à des programmes qu'elle exécute soit indirectement (par l'intermédiaire de partenaires nationaux) soit directement (par le biais de son équipe chargée de la gestion des catastrophes), Tearfund est intervenu ces dernières années, lors de nombreuses catastrophes, à savoir : les crises alimentaires en Afrique australe, orientale et occidentale ; l'ouragan Mitch ; le cyclone Orissa ; le tremblement de terre de Gujarat ; les inondations au Bangladesh et au Mozambique ; la sécheresse en Afghanistan et le tsunami en Asie.

Tearfund a approfondi des liens entre ses programmations de secours d'urgence et de développement, grâce à l'adoption d'une approche intégrée de la gestion des catastrophes. La principale stratégie de réduction de la vulnérabilité consiste à renforcer la capacité des communautés et des organisations locales à prévenir les catastrophes et leurs effets, à s'y préparer et à y faire face. Cette stratégie fait le lien entre les changements qui interviennent à l'échelon communautaire, d'une part, et l'évolution des politiques et des pratiques aux échelons national et international, d'autre part.

A Tearfund, nous sommes conscients que la prévention des catastrophes dépend en partie de notre capacité à mettre en place des structures et des processus sociaux, économiques et politiques justes et équitables, et nous réaffirmons que nous avons, tous (notamment les nantis), le devoir moral d'accepter et d'assumer les responsabilités qui nous incombent et qui consistent à défendre les droits des populations démunies de notre société.

Au Sahel, Tearfund soutient depuis vingt-cinq ans des activités de secours, de développement et de renforcement des capacités par l'intermédiaire d'organisations partenaires locales.

Pour de plus amples recommandations sur la réduction des risques de catastrophe, veuillez consulter les rapports de Tearfund intitulés : *Institutional donor progress with mainstreaming disaster risk reduction* et *Turning Practice into Policy*.

*Marcus Oxley, Directeur de la gestion des catastrophes, Tearfund*

**TABLEAU 1**  
Prendre en compte la RRC dans le développement, les secours d'urgence et le relèvement

Problèmes	Solutions proposées
D'autres priorités d'urgence et interventions rapides en cas de catastrophes ne laissent pas suffisamment de temps à la RRC.	<p>Intégrer la RRC au cycle de projet de développement, notamment des résultats, des activités et des indicateurs spécifiques à la RRC dans des cadres logiques, la mise en œuvre et le suivi-évaluation.</p> <p>Recenser, avant la survenue d'une catastrophe, les activités éventuelles de la RRC pouvant être prises en compte dans l'aide et le relèvement et renforcer la capacité à gérer des catastrophes.</p> <p>Veiller à ce que la RRC figure dans les requêtes de financement et évaluer la façon dont les activités en cours contribuent à la réduction des effets des catastrophes futures.</p>
La méconnaissance des effets des catastrophes et des mesures à prendre pour atténuer les risques futurs.	<p>Diffuser les rapports sur les effets des catastrophes et les informations quant à la façon dont la RRC peut contribuer au développement et à la réduction des dépenses liées aux interventions en cas de catastrophe.</p> <p>Recenser, analyser et trouver des solutions aux risques imminents – par ex. aggravation de la sécheresse – au cours de la phase de conception et de mise en œuvre de projets en s'appuyant sur les évaluations des risques, faites par les populations ; cf. <i>Participatory Assessment of Disaster Risk Tool</i> (Venton et Hansford) de Tearfund ainsi que le tableau du Bilan des risques de catastrophe, de la section 2.1 du présent document.</p> <p>Établir une liste de possibilités et former le personnel aux méthodes pratiques et efficaces d'intégration de la RRC aux activités de développement, de secours et de relèvement en cas de catastrophe – par ex. par le biais de UNOCHA et du Centre d'information humanitaire.</p>
Au sein des groupes d'opération d'urgence, la RRC est considérée comme un domaine relevant de la responsabilité des agents en charge de la gestion des catastrophes.	Affecter ou détacher des conseillers en RRC pour renforcer les capacités ; favoriser l'intégration de la RRC au projet de développement et aux descriptions de postes, notamment à la formation.
La difficulté à lier les résultats relatifs à la RRC à ceux concernant le développement.	<p>Veiller à ce que les projets aient une marge de manœuvre leur permettant de prendre en compte les aléas, pendant l'exécution d'un projet de développement.</p> <p>Établir un lien entre les activités des projets et les initiatives communautaires en matière de gestion des risques et associer les populations à la conception des projets de développement pour s'assurer que lesdits projets apportent des solutions appropriées aux problèmes de vulnérabilité.</p> <p>Veiller à ce que les fonds servent à des interventions de secours et de relèvement permettant de rendre les populations moins vulnérables dans l'avenir, plutôt que de servir un retour à la situation antérieure à la catastrophe.</p>

## Résumé opérationnel

Les communautés sahéliennes de l'Afrique de l'Ouest (Niger, Burkina Faso et Mali) font face, d'année en année, à des aléas, tels que la sécheresse. Il s'agit de populations endettées, vivant dans une pauvreté chronique et sans grands moyens et qui s'efforcent de faire face à ces chocs. Même si l'on sait depuis fort longtemps que les populations sahéliennes, en particulier celles du Niger, connaissent des crises alimentaires environ tous les trois ans, celles-ci souffrent toujours d'une insécurité alimentaire chronique. La grande instabilité des conditions écologiques, qui constitue un aléa supplémentaire, accroît la vulnérabilité de ces populations et fragilise leurs moyens de subsistance.

Ce rapport (commandé par Tearfund et ses partenaires de la société civile sahélienne) passe en revue les approches en matière de réduction des risques de catastrophe (RRC) qui permettent d'accroître la résilience des communautés et leurs diverses stratégies de gestion de l'insécurité alimentaire au Sahel. Il porte essentiellement sur les risques d'insécurité alimentaire auxquels font face les populations à court ou à moyen terme (d'une récolte à l'autre). Il analyse également les politiques et pratiques des bailleurs de fonds, des gouvernements et des ONG du Burkina Faso et du Niger, dans ce domaine (les résultats de cette analyse peuvent intéresser d'autres pays du Sahel, tel que le Mali). Le présent rapport a été rédigé à partir d'informations recueillies de mars à avril 2007 et basées sur une étude documentaire et des entretiens avec les populations, les bailleurs de fonds, les pouvoirs publics, les ONG et autres institutions du Burkina Faso, du Niger, du Royaume-Uni et des États-Unis.

Le présent rapport décrit les moyens permettant de prévenir les crises alimentaires, de réduire leurs impacts et de renforcer l'état de préparation des communautés. Il présente la façon dont les populations locales perçoivent la sécurité alimentaire ainsi que leurs stratégies de gestion de l'insécurité alimentaire. La prise en compte de ces approches dans les politiques et les pratiques en matière de développement, de secours et de relèvement, permettra d'améliorer l'efficacité et la durabilité des initiatives de développement futures. Tearfund espère que les principes et les propositions pratiques contenus dans le rapport susciteront des discussions et des réactions de la part des communautés, des ONG, des pouvoirs publics et des bailleurs de fonds du Sahel et d'ailleurs, pour les amener à lutter collectivement et de manière plus efficace contre l'insécurité alimentaire.

### Principales constatations et recommandations pour le Niger et le Burkina Faso

#### 1 Renforcer la résistance des communautés à gérer l'insécurité alimentaire par la RRC

L'intégration de la RRC dans la politique et la pratique en matière de développement, de secours d'urgence et de relèvement reste limitée. Si quelques efforts de RRC sont faits au Niger et attendus au Burkina Faso, le manque d'outils et de connaissances pratiques pour introduire la RRC dans la mise en application des projets est un défi immédiat (Section 2.1). Les possibilités d'intégrer la RRC dans les politiques et les programmes des gouvernements et des bailleurs de fonds nécessitent la révision des CSLP et des stratégies de bailleurs de fonds, ainsi que l'introduction de programmes comme les « Documents de stratégie de coopération » de la Commission Européenne.

#### RECOMMANDATIONS aux bailleurs de fonds, gouvernements et ONG

Les bailleurs de fonds, les gouvernements et les ONG devraient :

- Intégrer la RRC dans la politique et la pratique en matière de développement, de secours d'urgence et de relèvement, en tirant les leçons des efforts précédents entrepris tout particulièrement par les ONG et le PNUD.

#### RECOMMANDATIONS aux ONG

Les ONG et les autres acteurs-clés (p. ex. le PNUD, la SIPC et la Banque Mondiale) devraient :

- Organiser, dans chaque pays, une table ronde annuelle sur la RRC pour le partage des connaissances, des recherches et de la pratique (tirées des expériences locales) entre représentants des bailleurs de fonds, des gouvernements et des ONG.
- Produire des guides pratiques sur la RRC pour accroître la prise de conscience et former les décideurs et les praticiens du développement dans les contextes spécifiques de la région sahélienne.

## 2 Être capable de nourrir sa famille aujourd'hui et demain

L'accent mis sur la production de céréales comme principal indicateur de la sécurité alimentaire au Sahel passe à côté de la véritable nature de la façon de parvenir à la sécurité alimentaire. Déplacer l'accent de la sécurité alimentaire sur la façon dont les femmes (et les hommes) nourrissent leur famille aujourd'hui et demain, en particulier durant les périodes difficiles, conduira à une évaluation plus précise et à une gestion plus ciblée des conditions alimentaires incertaines.

Cela correspondrait également plus étroitement à la définition acceptée internationalement de la sécurité alimentaire : *accès, disponibilité, utilisation, accès à l'eau potable, durabilité et absence de choc*. (Section 2.2)

### RECOMMANDATIONS aux bailleurs de fonds et gouvernements

Les bailleurs de fonds et les gouvernements devraient :

- Utiliser la définition plus large de la sécurité alimentaire qui correspond davantage à celle des communautés : *accès, disponibilité, utilisation et absence de chocs* dans les politiques et la pratique, y compris les évaluations des risques et la gestion de l'insécurité alimentaire.

### RECOMMANDATIONS aux ONG

Les ONG devraient :

- Fournir des témoignages et des études de cas sur le rôle central joué par les femmes aux côtés des hommes pour assurer et améliorer la sécurité alimentaire d'une famille.
- Piloter des projets qui ciblent mieux l'aide apportée aux femmes pour soutenir le rôle qu'elles jouent pour assurer la sécurité alimentaire.

## 3 Améliorer les mécanismes et s'appuyer sur les stratégies communautaires pour mieux gérer l'insécurité alimentaire

Fondamentalement, l'insécurité alimentaire est définie par les communautés comme le manque de moyen, qu'il s'agisse d'argent, de biens, d'aptitudes humaines ou de relations permettant d'assurer une alimentation adéquate. Accroître les moyens et le crédit sert à traiter l'insécurité alimentaire à court terme au Niger et au Burkina Faso.

Les communautés emploient des stratégies de diversification, d'intensification des ressources naturelles et de recherche de nouvelles opportunités pour réduire le risque d'insécurité alimentaire. Ces stratégies varient au cours du temps et selon le lieu géographique. Elles devraient être suivies et bien comprises. (Section 2.3)

Les systèmes officiels actuels pour répondre à l'insécurité alimentaire aiguë ont une portée limitée et correspondent en partie seulement aux stratégies propres aux communautés pour faire face à une insécurité alimentaire aiguë (Section 2.4) :

- La dépendance actuelle sur les réserves de nourriture ainsi que l'aide alimentaire en réponse à l'insécurité alimentaire ne traite pas efficacement et n'atténue pas l'impact de pénuries alimentaires aiguës ni n'est viable.
- La faible participation des populations atteintes par l'insécurité alimentaire aux systèmes d'alerte précoce officiels et aux structures d'aide alimentaire signifie que ces dernières ne répondent pas aux normes minimales d'aide humanitaire.

Ces efforts devraient être liés aux améliorations constantes des systèmes d'alerte précoce au Niger et au Burkina Faso (p. ex. FewNet, CILSS, FAO, PAM et CARE Niger).



## RECOMMANDATIONS aux bailleurs de fonds et gouvernements

Les gouvernements et les bailleurs de fonds (en particulier la CE, les E-U, les programmes nationaux du PNUD et le Bureau pour la prévention des crises et pour le relèvement) devraient aller vers une approche plus diversifiée de la gestion de l'insécurité alimentaire d'une récolte à l'autre, par exemple :

- Organiser le transfert d'actifs aux individus, aux familles et aux communautés menacées par une insécurité alimentaire aiguë, avant que les conditions n'atteignent des niveaux critiques et après les crises pour faciliter le relèvement – p. ex. transferts de nourriture, d'argent, de produits de base, de troupeaux, la formation ainsi que l'amélioration de la circulation et des liens de l'information.
- Assurer une plus grande participation des communautés aux évaluations des risques et aux prises de décision concernant les transferts d'actifs avant que les conditions n'atteignent des niveaux critiques.
- Assurer une participation plus efficace du secteur commercial pour fournir de la nourriture aux zones affectées par la pénurie – p. ex. réduction des tarifs et des taxes routières ; renforcement des liaisons entre les fournisseurs commerciaux et les systèmes d'alerte précoce, planification de la réponse aux crises alimentaires ; coopératives et banques céréalières dans des communautés ou des régions particulières.
- Décentraliser les capacités, les ressources et les responsabilités pour le secours d'urgence et les systèmes d'alerte précoce qui sont participatifs et qui ciblent les victimes potentielles des catastrophes.

## RECOMMANDATIONS aux ONG

Les ONG devraient soutenir les gouvernements et les bailleurs de fonds dans les recommandations ci-dessus par :

- Le pilotage de méthodes nouvelles et différentes pour répondre aux crises alimentaires quand elles surviennent – p. ex. des transferts d'argent ciblés, des bons pour des investissements agricoles et la formation pour améliorer les opportunités de revenu à court terme.
- La documentation d'options pour gérer l'insécurité alimentaire, incluant des expériences récentes de paiement en espèces à Tanout, au Niger, et de l'argent pour le travail.
- L'accroissement de la participation des communautés dans la prise de décision sur la manière de traiter l'insécurité alimentaire, par des exemples sur la façon dont la participation a amélioré la sécurité alimentaire, et l'augmentation de la prise de conscience des normes du Projet Sphère et du suivi-évaluation.

## 4 Soutien des nouveaux ouvriers agricoles sans terre

L'émergence récente d'ouvriers agricoles sans terre au Niger est un défi important à la sécurité alimentaire immédiate et à long terme. Ce nouveau groupe, avec sa dépendance de revenus agricoles saisonniers pour acheter de la nourriture, est particulièrement exposé aux maigres récoltes et aux conditions de marché changeantes pour les récoltes commerciales.

Les organisations de la société civile, en particulier des organisations basées sur la foi, sont bien placées pour soutenir ces personnes et leur famille au niveau local. (Section 2.3.2)

## RECOMMANDATIONS aux ONG

Au Niger, les ONG, et plus particulièrement les organisations basées sur la foi, devraient :

- Cibler et soutenir les individus et les familles qui sont plus particulièrement exposés à l'insécurité alimentaire en raison de l'émergence d'une classe d'ouvriers agricoles sans terre. Par exemple, en fournissant une éducation et une formation au savoir-faire qui pourraient réduire, à long terme, la vulnérabilité de ce groupe.



# 1 Introduction

## 1.1 Situation actuelle dans la région sahélienne

Au moment où nous parvenons à la mi-temps des Objectifs du Millénaire pour le Développement, dont l'échéance est fixée à 2015, de nombreuses communautés du Sahel en Afrique occidentale, l'une des régions les plus pauvres du monde, sont encore en proie à une insécurité alimentaire chronique. On sait depuis longtemps que les communautés du Niger affrontent des crises alimentaires tous les trois ans environ, mais ces catastrophes, dont le commencement est lent, semblent se développer plus fréquemment et plus intensément au Sahel.

Ce rapport encourage la réduction des risques de catastrophes (RRC) afin d'accroître la résilience des communautés et la diversification des stratégies pour gérer l'insécurité alimentaire. Il présente des exemples d'approches de la RRC pour encourager les bailleurs de fonds, les gouvernements et les ONG<sup>1</sup> du Sahel à prévenir les crises alimentaires, réduire leur impact et préparer les communautés à l'avance. L'intégration de ces approches dans la politique et la pratique du développement, des secours d'urgence et du relèvement, améliorera l'efficacité et la viabilité d'efforts ultérieurs de développement.

Ce rapport relève :

- l'étendue de l'intégration de la RRC dans le développement, les secours d'urgence et le relèvement par les bailleurs de fonds, les gouvernements et les ONG au Niger et au Burkina Faso
- la façon dont des communautés comprennent la sécurité alimentaire et gèrent l'insécurité alimentaire
- les contraintes politiques qui limitent le succès de ces stratégies
- la façon dont les bailleurs de fonds, les gouvernements et les ONG peuvent traiter avec plus de succès l'insécurité alimentaire.

L'accent est placé sur l'impact subi par des communautés en termes d'insécurité alimentaire et les politiques et pratiques des bailleurs de fonds, des gouvernements et des ONG. La période des menaces d'aléas est de courte ou de moyenne durée (d'une récolte à l'autre). Ceci inclut les pastoralistes qui dépendent des pâturages et de l'achat de grains pour la consommation qui, à l'heure actuelle, sont tous deux très dépendants des conditions existant au Sahel entre les récoltes.

## 1.2 Méthodologie

La recherche pour alimenter ce rapport a été conduite par Charles Kelly de mars à avril 2007 et comprend :

- une revue de la littérature, tirée de documents trouvés sur la toile, de livres, de rapports sur le terrain et de documents rassemblés par des contacts directs avec les personnes impliquées dans la sécurité alimentaire et les efforts de RRC au Sahel et ailleurs
- des entretiens avec 49 représentants des bailleurs de fonds, gouvernements, ONG, institutions académiques et autres au Royaume-Uni, aux Etats-Unis, au Niger et au Burkina Faso, représentants qui avaient été identifiés pour leur connaissances particulières ou des informations sur la sécurité alimentaire et la RRC au Sahel
- des rencontres avec des communautés dans les zones du centre-nord du Niger (Tahoua, Tillabéri et Dosso) et du Burkina Faso (Seno, Sanmatenga, Soum et Yatenga), qui ont en général duré moins d'une heure et demie. Elles étaient organisées par les partenaires de Tearfund au Burkina Faso (CREDO et ODE – cinq groupes visités) et au Niger (UEEPN et JEMED – six groupes visités). Des réunions supplémentaires ont été organisées au Niger par CARE Niger et Mercy Corps.

1 Le terme *bailleurs de fonds* renvoie aux organisations et aux gouvernements qui sont des donateurs institutionnels (multi- et bi-latéraux), comme la Commission Européenne, la Coopération française, DFID, la Banque Mondiale ou les organisations de l'ONU. Le terme *gouvernement* renvoie au Gouvernement du Niger et au Gouvernement du Burkina Faso, mais les recommandations pourraient s'appliquer tout autant aux autres gouvernements de la région sahélienne. Le terme *ONG* est utilisé de façon très large, incluant des organisations de la société civile, comme les ONG locales et les groupes basés sur la foi (p. ex. les églises et les organisations de développement des églises), tout autant que des ONG internationales.

L'analyse utilisée dans le rapport était guidée par :

- une matrice, relevant les facteurs susceptibles d'influer sur l'accès à l'alimentation et les points d'entrée possibles de RRC (voir Appendice 1). Ceci est utile pour identifier les stratégies particulières, fructueuses et infructueuses, au niveau des communautés.
- une révision des structures de gestion de l'insécurité alimentaire et de la réduction des risques dans chaque pays.

## 1.3 Concepts

### 1.3.1 Sécurité alimentaire

La définition de la sécurité alimentaire qui est la plus largement adoptée par les gouvernements, les bailleurs de fonds et les ONG concerne une situation où :

- une grande variété de nourriture est disponible au niveau local sur les marchés et dans les champs (disponibilité)
- les personnes ont assez d'argent pour acheter une nourriture variée (accès)
- la nourriture est consommée dans un environnement qui offre une prise en charge, de l'eau potable, ainsi que de bons services d'assainissement et de santé (utilisation) et
- le risque de perdre, en raison de chocs, ces niveaux de disponibilité, d'accès et d'utilisation est faible (Haddad et Frankenberger).

Par contraste, le travail fait par de Waal au Soudan laisse apparaître que des individus confrontés à une insécurité alimentaire aiguë peuvent entreprendre des actions, y compris renoncer à la consommation immédiate de nourriture (c'est-à-dire : aggraver à court terme la sécurité alimentaire), pour assurer la possibilité de produire de la nourriture (ainsi qu'assurer une continuité sociale) à l'avenir. Ceci laisse entendre que la vision individuelle ou communautaire de la sécurité alimentaire pourrait être davantage liée au contexte que ne l'est la définition d'accès, de disponibilité, d'utilisation et de durabilité énoncée par Haddad et Frankenberger.

### 1.3.2 RRC

Une définition de risque de catastrophe est: *caractéristiques et fréquence des aléas subis dans un endroit donné, nature des éléments exposés au risque et degré inhérent de leur vulnérabilité ou résistance* (Benson et autres). La RRC cherche à réduire la vulnérabilité et l'impact des aléas par :

- **l'atténuation** – mesures prises pour minimiser l'impact des aléas et diminuer ainsi l'ampleur de la catastrophe
- **la préparation** – mesures qui assurent la capacité d'une communauté à prévoir un aléa imminent et à prendre des mesures de précaution préventives, ainsi qu'à réagir et à faire face aux effets d'une catastrophe si elle devait survenir (d'après La Trobe et Davis).

*Le modèle pression-libération* laisse apparaître l'interaction entre la vulnérabilité, les aléas et les moyens de réduire la vulnérabilité et l'impact de ces aléas. C'est l'un des cadres sur lesquels repose l'analyse sur laquelle se fonde ce rapport.<sup>2</sup>

Les efforts de RRC mettent souvent l'accent sur l'alerte et la préparation nécessaires pour réagir aux catastrophes. Cependant, la RRC est également préventive et doit faire partie intégrante des efforts de développement. Quand la RRC est incorporée dans les efforts de développement :

- les catastrophes sont moins fréquentes, et
- quand elles surviennent, les dommages sont moindres et le relèvement est plus rapide.

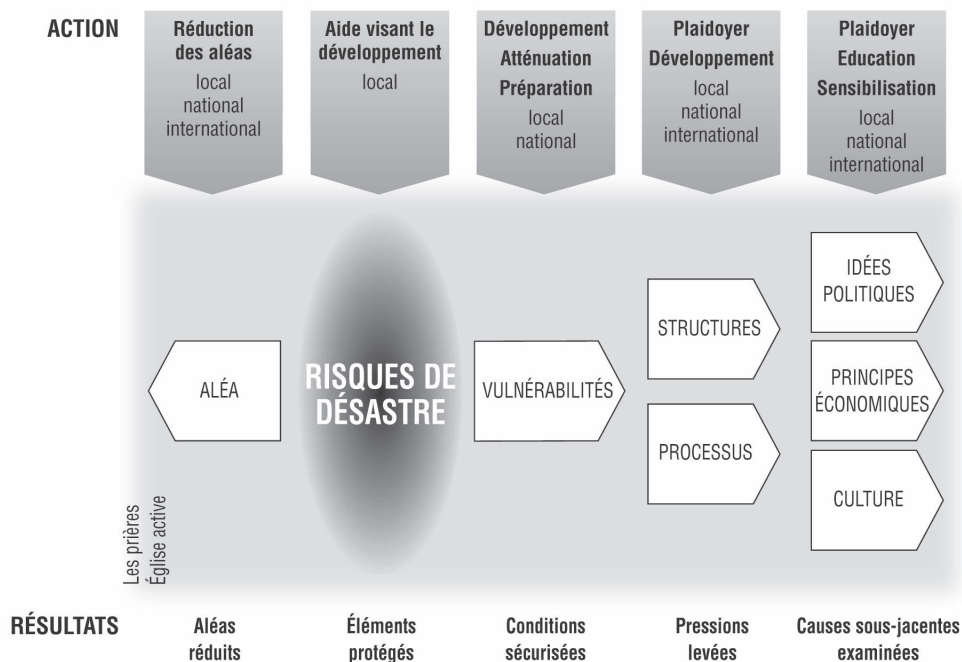
La RRC touche presque tous les aspects du développement, rendant difficile de les séparer l'une de l'autre. Dans le contexte du développement, la RRC cible la réduction de la vulnérabilité aux aléas. Les résultats liés purement au développement ciblent des améliorations générales dans la vie, les moyens d'existence et le bien-être sans prendre

2 Le modèle pression-libération a été adapté par Tearfund de l'étude de Blaikie P., Canon T., Davis I. et Wisner B. : *At Risk : Natural Hazards, People's Vulnerability, and Disasters* ; (1994) Londres, Routledge.

nécessairement en compte les chocs qui peuvent se produire à des moments particuliers, ou pour des groupes particuliers, dans le processus général de développement.

De plus amples informations sur l'intégration de la RRC et les efforts de développement sont disponibles dans *Tools for Mainstreaming DDR: Guidance Notes for Development Organisations* (Benson et autres).

**SCHÉMA 1**  
**Le modèle**  
**pression-libération**





## 2 Constatations

Les constatations sont présentées en deux parties. La première cible la RRC, définissant le contexte de la RRC pour la deuxième partie qui présente les résultats sur comment se développe l'insécurité alimentaire et comment elle est traitée au Burkina Faso et au Niger. Tout au long de cette partie, neuf exemples de RRC sont donnés par des études de cas en encadrés.

### 2.1 Intégration de la RRC

L'intégration de la RRC dans le développement, le secours d'urgence et le relèvement n'en est qu'à ses débuts au Burkina Faso et au Niger.

Au Niger, le PNUD et le gouvernement ont organisé un atelier sur la prévention des catastrophes et identifié 32 actions nécessaires pour se préparer au risque de catastrophes, l'atténuer et y réagir. Des efforts sont faits pour incorporer ces résultats dans une révision du Document de stratégie de réduction de la pauvreté au Niger (Banque mondiale). L'encadré ci-contre recense quelques-uns des défis rencontrés dans le processus d'intégration.

Au Burkina Faso, le Comité National de Secours d'Urgence, instance gouvernementale, est conscient des concepts de gestion des risques et du Cadre d'action de Hyogo. Le PNUD commence à mettre en application son programme d'assistance 2006-2010 et on peut s'attendre à un effort similaire à celui commencé au Niger.

La RRC (en particulier en ce qui concerne le risque d'insécurité alimentaire) est ressentie, par les bailleurs de fonds et les ONG, comme un élément important du succès du développement. Pourtant, il ne semble pas qu'il y ait une quelconque analyse systématique et approfondie des risques associés aux activités de développement, de secours d'urgence et de relèvement.

Par exemple, les projets de développement ne semblent pas accorder une attention suffisante aux risques de pluies insuffisantes, de pénurie alimentaire et autres risques de catastrophes. Ils n'ont pas tendance à suivre une stratégie diversifiée et souple en ce qui concerne la gestion de ces risques. En fait, certaines activités prévues pour améliorer la sécurité alimentaire, comme des banques de céréales, peuvent souvent être mises en œuvre sans une bonne compréhension des risques encourus.

Parler de RRC est paraît-il à la mode, mais son application pratique n'est guère visible. La seule exception, quoique partielle, est l'emploi des Évaluations d'Impact Environnemental (EIE – voir RRC Exemple 1).

#### Atelier du gouvernement du Niger et du PNUD pour la prévention des catastrophes

Secteurs dans lesquels des actions ont été identifiées :

- sécurité alimentaire
- mines
- tourisme
- éducation
- santé, VIH/sida, population
- accès à l'eau
- développement urbain
- bonne gouvernance
- renforcement des capacités institutionnelles et décentralisation
- transport routier
- énergie
- secteur privé
- eau et assainissement

Source : Programme des Nations Unies pour le Développement

#### Défis à l'intégration de la RRC dans le développement, le secours d'urgence et le relèvement

- Des priorités urgentes immédiates ne laissant guère de temps pour des actions de prévention ou d'atténuation de catastrophes futures.
- La RRC considérée comme un compromis avec les activités de développement.
- L'acceptation du statu quo comme n'étant pas susceptible de changer – p. ex. les niveaux élevés de malnutrition chronique.
- La faible prise de conscience de l'incidence des catastrophes sur la société – p. ex. l'incidence de la sécheresse n'est pas intégrée dans la conception de projet et est considérée comme n'ayant pas d'influence sur le développement.
- Une mauvaise compréhension de la RRC et de son application pratique.
- Une analyse des risques et une prise de conscience des options pour réduire l'incidence des aléas trop limitées.
- La RRC est vue comme relevant de la responsabilité des unités de secours d'urgence plutôt que de celle des départements de développement.
- La difficulté à saisir la différence entre RRC et réalisations de développement.

### RRC EXEMPLE 1

#### Une approche environnementale à la réduction des risques de catastrophe

#### ÉVALUATION ET ATTÉNUATION

Les activités subventionnées par le gouvernement des États-Unis (par l'intermédiaire des ONG, tant au Niger qu'au Burkina Faso) sont une exception au manque d'analyse des risques dans la programmation des projets. Les procédures des E-U exigent des évaluations de l'impact environnemental (EIE) pour les opérations de développement et de secours alimentaire prolongé. Les évaluations peuvent identifier les principaux risques liés à l'environnement et conduire à des plans pour traiter ces conséquences négatives. Par exemple, une EIE pourrait avoir identifié le risque de transmission de maladie dans la construction d'un réservoir, d'inondation dans la construction en zone de dépression ou de systèmes de production alimentaire non viables dans la fourniture de semences hybrides, d'engrais ou de pesticides.

Pour aider les EIE à prendre en compte les risques de catastrophe, la Caribbean Development Bank (Banque caraïbe de développement) a conçu un outil d'évaluation de l'incidence des aléas naturels (voir : [www.caribank.org](http://www.caribank.org)). On peut trouver des aides sur l'intégration de conceptions saines du point de vue environnemental (qui incorporent la réduction des risques de catastrophe) dans des projets de faible amplitude dans *Environmental Guidelines for Small-Scale Activities in Africa: Environmentally Sound Design for Planning and Implementing Development Activities* (Office of Sustainable Development). Les EIE offrent un moyen pratique d'identifier et de réduire les risques de dommages résultant de l'environnement et de catastrophes, qui vont souvent de pair.

### RRC EXEMPLE 2

#### Banque de céréales : possibilités de conservation primaire et secondaire

#### SE PRÉPARER À L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Les banques de céréales sont une intervention précieuse de développement et de réhabilitation postérieure à la catastrophe pour traiter l'insécurité alimentaire. Bien administrée, une banque atténue les variations saisonnières de prix (en proposant des céréales en dessous du prix du marché quand les prix sont élevés) et garantit des réserves accessibles. Les banques apportent un soutien psychologique, permettant à des populations potentiellement soumises à l'insécurité alimentaire de savoir que des provisions de céréales sont à portée de main en cas de nécessité.

Durant les années de crise, quand les prix sont élevés et les subventions limitées, les banques de céréales sont soumises à la pression de fournir du grain à crédit ou à perte. Cela conduit à une diminution du capital, qui doit être reconstruit pendant les bonnes années. Cependant, quand plusieurs années de piètre production se suivent, les banques se retrouvent en proie à de graves problèmes. Le capital pour les achats est faible en raison des ventes à perte de l'année précédente (et la probabilité que les achats à crédit n'aient pas été entièrement remboursés) tandis que les prix sont élevés et en hausse. Dans de telles conditions, les banques ne peuvent se relever des pertes de la première année et doivent être totalement recapitalisées quand la crise est passée.

CARE Niger a traité cette situation en créant un deuxième niveau de réserves de céréales auquel les banques peuvent avoir accès quand les prix sont élevés et les ressources amoindries. Une fois encore, le système ne fonctionne que tant qu'il est possible d'acheter les céréales des réserves secondaires et que celles-ci peuvent se réapprovisionner à des prix raisonnables. Mais ce deuxième niveau de réserve est lui aussi vulnérable quand une mauvaise année en suit une autre. Sous l'angle de la gestion des risques, le deuxième niveau de réserves doit, pour assurer sa pérennité, être lié à une autre source de céréales ou à des fonds.

Le fait que les banques de céréales puissent être défaillantes quand on en a le plus besoin au cours d'une année de crise n'est pas bien reconnu, sans doute en raison du manque d'évaluation des risques. L'effort de CARE Niger constitue un bon commencement dans la réduction des risques, mais il doit aller plus loin et rendre les banques de céréales durables et résistantes aux risques. Cet effort novateur est un exemple à suivre.

Le contraste avec les populations rurales qui suivent une stratégie diversifiée pour gérer l'insécurité alimentaire potentielle et les retombées négatives sur leur vie et leurs moyens de subsistance est remarquable. En outre, les stratégies utilisées pour gérer l'insécurité alimentaire au niveau communautaire se modifient et évoluent visiblement. Un processus d'interventions souples de développement réduirait le risque d'échec d'un projet causé par un changement à court terme des conditions de sécurité alimentaire.

L'absence général d'analyse des risques ou d'actions spécifiques de réduction dans la pratique du développement fait écho aux constatations de Tearfund qui montrent que la politique mondiale de la Commission Européenne soutient la RRC, mais manque de suivi (La Trobe et Taylor) et confirme la conclusion que la RRC est considérée comme trop compliquée et abstraite pour une application au jour le jour. En réalité, c'est souvent le contraire, mais on semble manquer d'élément de référence pour des mesures pratiques de RRC qui puissent être intégrées dans la conception et la pratique du développement.



### Mieux tirer les leçons de la RRC

Un défi à l'incorporation de la RRC dans les activités de développement et de secours d'urgence est l'apparente difficulté à tirer les leçons des succès et des échecs. Des discussions au Niger et au Burkina Faso montrent que le partage d'informations sur la RRC, ses succès et ses échecs, n'est pas des meilleurs. Le problème n'est pas le manque de moyens, mais le manque de temps pour assimiler.

Un nouveau programme de propagation d'informations sur les risques de catastrophe n'est pas nécessaire. ReliefWeb, le Réseau d'apprentissage actif pour une participation active (Active Learning Network for Active Participation – ALNAP) et d'autres canaux existent déjà pour le partage d'informations. Provention ([www.provention.org](http://www.provention.org)) et la Stratégie internationale de prévention des catastrophes naturelles (SIPC – [www.isdr.org](http://www.isdr.org)) couvrent l'intégration de la RRC dans les activités de développement.

Le point sur lequel l'attention doit être portée est celui de la collecte des informations disponibles sur les efforts et les expériences passés en relation avec la RRC. Étant donné les énormes charges de travail et la compréhension insuffisante de la RRC dans les cercles de développement, un défenseur dédiée à la RRC pourrait être très utile pour faciliter l'apprentissage nécessaire pour intégrer la RRC dans les efforts de secours, de relèvement et de développement.

#### 2.1.1 Mieux tirer les leçons de la RRC et la pratiquer

Un moyen de traiter le manque d'information dans la connaissance et la prise de conscience des mesures de RRC consiste à partager les leçons apprises (voir encadré). La RRC peut être intégrée de façons différentes dans le développement, p. ex. en identifiant les risques potentiels dans un cadre logique.

Cependant, comme l'a fait remarquer une ONG au Burkina Faso, les cadres logiques n'arrivent pas toujours jusque sur le terrain au moment de la mise en application d'un projet. Le défi de la RRC devient donc d'identifier, d'incorporer et de traiter les risques locaux dans la mise en application particulière au site d'un projet donné.

Une solution pratique peut être trouvée dans l'élaboration d'un petit dossier de questions liées à de probables risques de catastrophe dans la zone du projet. Par exemple, parmi les questions relatives aux risques dans la construction d'une clinique médicale, il pourrait y avoir :

- L'emplacement de la clinique est-il sujet à des inondations ?
- La communauté connaît-elle des vents violents susceptibles d'endommager les toitures ?
- La source d'eau qui alimente la clinique tarit-elle certaines années ?
- La clinique est-elle située près d'une route très fréquentée ?
- Y a-t-il, près de la clinique, des arbres qui pourraient tomber et endommager le bâtiment ou mettre les malades en danger ?

Ces questions n'ont pas besoin d'être compliquées mais serviront par la suite, dans les discussions avec les communautés, à concentrer l'attention sur des risques probables. Vous trouverez dans le tableau 2 une liste plus étendue de vérifications par rapport aux différentes interventions. Cette liste peut être conçue d'une manière générique, puis ajustée aux conditions de risque de catastrophe dans un endroit donné. Quand les risques ont été identifiés, ils peuvent être réduits grâce à des actions pratiques intégrées au projet.

Une approche plus programmatique de la RRC dans les projets de développement consiste à identifier les actions probables de RRC à incorporer dans le budget du projet et dans le plan de mise en application. Les communautés devraient choisir les activités appropriées, adaptées au contexte local. Le schéma 2 montre des exemples d'activités pour :

- atténuer l'insécurité alimentaire par le renforcement des capacités, des actifs et des moyens de subsistance
- préparer les personnes à la sécheresse ou aux inondations par des réserves, des actifs et des mécanismes de survie
- s'assurer que la population survive à une crise alimentaire sans perdre trop d'actifs
- s'assurer que la population sorte suffisamment bien de la crise alimentaire pour qu'elle soit moins vulnérable à de futurs aléas.

**RRC EXEMPLE 3**  
**Travail avec les**  
**pastoralistes du**  
**nord du Niger**

**SE PRÉPARER À LA SÉCHERESSE**

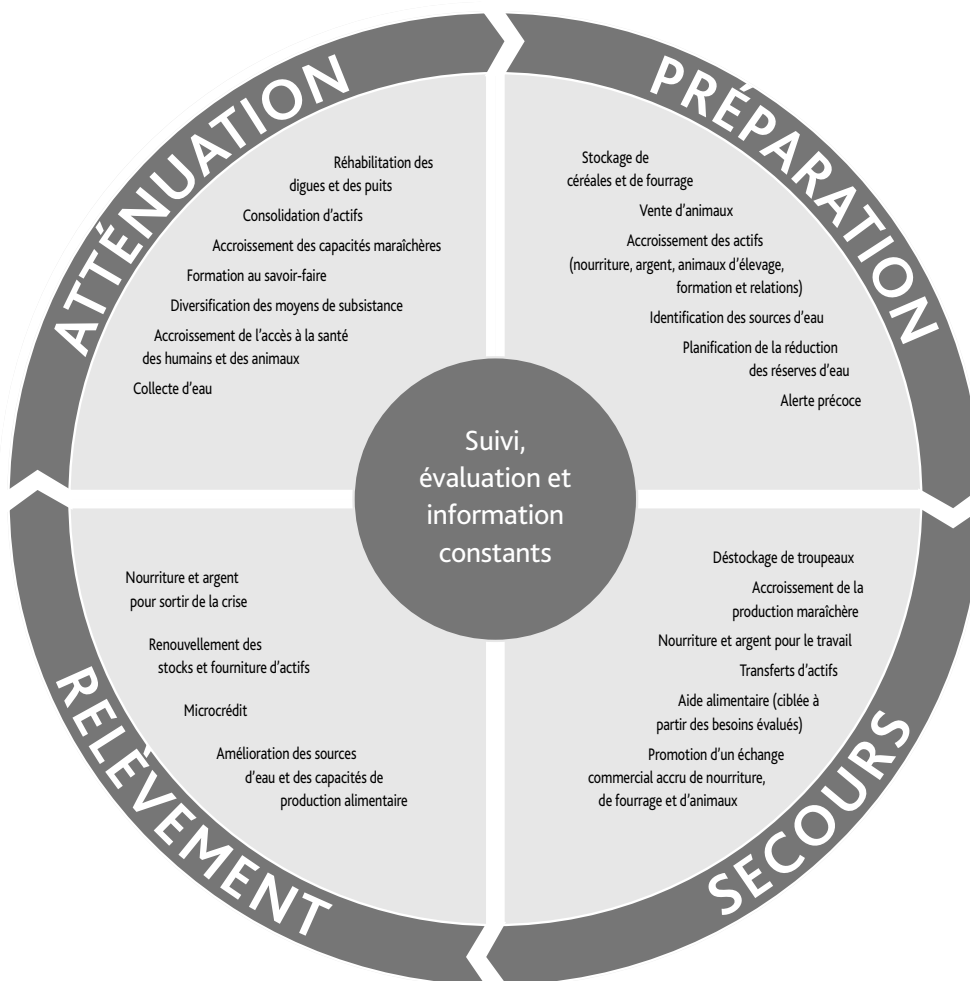
Depuis 1990, dans la région centrale au nord du Niger, JEMED, organisation partenaire de Tearfund, travaille avec des pastoralistes pour réduire leur vulnérabilité à la sécheresse. Ses activités comprennent la collecte d'eau, le creusage et la réhabilitation de puits, la création et la gestion de banques de céréales et de fourrage, l'amélioration de la gestion des troupeaux, le développement de petites entreprises pour les femmes, l'éducation et l'amélioration des soins de santé. Ces activités sont du domaine du développement, mais elles contribuent également à renforcer la capacité des pastoralistes à survivre aux années de sécheresse avec le moins de dommages possibles.

Dans la zone où se déroule le projet, de maigres pluies et la dévastation par insectes ont conduit à de maigres pâturages entre la fin 2003 et l'année 2004. Les connaissances locales portaient à penser que les pastoralistes auraient du mal à conserver leur troupeau. Cette alerte précoce a permis à JEMED d'entamer les efforts – y compris le déstockage, l'accroissement des fournitures de céréales et de fourrage ainsi que le soutien des familles qui restaient auprès de leur troupeau au lieu de migrer – pour survivre aux conséquences défavorables de pâturages réduits. Ces interventions n'ont pas empêché toutes les conséquences néfastes de maigres pâturages, mais elles ont atténué certains des résultats potentiellement désastreux.

En 2005, les conditions climatiques ont été encore une fois mauvaises, faisant courir aux pastoralistes un plus grand risque de catastrophe. JEMED a poursuivi les efforts d'atténuation et de secours qui avaient été commencés en 2004, empêchant la situation de s'aggraver encore davantage. L'expérience de JEMED prouve la valeur de l'intégration des efforts de prise de conscience et de réduction des risques de catastrophe dans la programmation du développement à long terme.

Source : Jeunesse En Mission Entraide et Développement et notes prises sur le terrain.

**SCHÉMA 2**  
**Interventions**  
**possibles dans le**  
**cycle de l'insécurité**  
**alimentaire**  
 Adapté pour le Sahel de *The Drought Cycle* (Le cycle de la sécheresse – IIRR, Cordaid et Acacia Consultants)



**TABLEAU 2**  
Vérification  
des risques de  
catastrophes liés  
aux interventions

Risque	Questions qui doivent avoir une réponse avant la conception et la mise en application du projet
<b>DONNÉES AGRICOLES</b>	
Feu, sécheresse, inondation, insectes	Le risque de sécheresse, de feu, d'inondation et de dévastation par les insectes a-t-il été inclus dans le calcul des taux de retour sur équipement/apports fournis (en cas de crédit) ?
<b>PROVISION POUR LE BÉTAIL</b>	
Maladie	Les animaux fournis risqueront-ils d'attraper des maladies endémiques ou épidémiques ? Dans ce cas, seront-ils vaccinés ou la vaccination incombera-t-elle au bénéficiaire ?
Non remboursement du crédit	Le risque de maladie a-t-il été inclus dans le calcul des taux de retour sur l'animal fourni (en cas de crédit) ?
<b>BANQUES DE CÉRÉALES</b>	
Pénurie alimentaire (prix élevés, faible production) ; Non recouvrement des frais	La banque peut-elle survivre à deux années de faible production ? La banque est-elle en lien avec d'autres banques ou coopératives de producteurs qui peuvent fournir des céréales en périodes difficiles ? La banque peut-elle étendre ses activités à d'autres marchandises (semences, cultures commerciales) pour réduire le risque de changement cyclique des prix des produits céréaliers ?
<b>JARDINS MARAÎCHERS</b>	
Inondation	Le jardin risque-t-il d'être inondé ?
Conflit	La propriété et les droits sont-ils clairs pour toutes les parties ? Y a-t-il des procédures pour régler les conflits sur l'accès et l'utilisation du terrain ?
Perte de production et d'investissement	Des animaux sauvages ou vagabonds sont-ils susceptibles d'endommager le site ?
Manque d'eau	La source d'eau utilisée pour le jardin peut-elle tarir en utilisant les méthodes d'alimentation prévues (seaux, pompes à pédales, pompes à moteur) ?
<b>CRÉDIT</b>	
Feu, sécheresse, inondation, insectes	Le risque de sécheresse, de pénurie alimentaire, de perturbation politique, de feu, d'inondation et de dévastation par insectes a-t-il été inclus dans le calcul des taux de retour sur le crédit accordé ? L'emprunteur est-il assuré contre des risques probables ?
Non remboursement du crédit	Est-il fait provision d'un nantissement si un prêt est menacé par une sécheresse, le feu, une inondation, des ravages dus aux insectes ou par une maladie ?
<b>PUITS (GRAND OU PETIT FORAGE)</b>	
Mort/blessure	La structure au-dessus du sol est-elle sécurisée pour des enfants ?
Maladie	Les eaux usées s'écouleront-elles en toute sécurité ?
Manque d'eau	L'intérieur du puits est-il stabilisé pour éviter l'effondrement ? Le puits peut-il être utilisé si la pompe n'est pas opérationnelle ?
<b>CONSTRUCTION DE BARRAGE (PETITE ÉCHELLE)</b>	
Débordement	Les capacités de déversoir du barrage sont-elles suffisantes pour éviter le débordement ?
Inondation	Les écoulements par les déversoirs menacent-ils des structures ou des communautés en aval ? Existe-t-il un système d'alerte pour de forts écoulements provenant du barrage ?
Mort	La sécurité est-elle appropriée pour éviter la noyade ?
Érosion	La pente du barrage est-elle protégée contre l'érosion et les dommages par des animaux ?
Maladie, érosion	L'accès au réservoir est-il contrôlé pour empêcher, par exemple, le bétail d'y entrer ?

Risque	Questions qui doivent avoir une réponse avant la conception et la mise en application du projet
<b>CONSTRUCTION DE ROUTE (PETITE ÉCHELLE)</b>	
Inondation	La surface des routes est-elle au-dessus des niveaux d'inondation ? Les ponts et les caniveaux sont-ils conçus pour résister aux dégâts des eaux ?
Érosion	L'érosion et les glissements de terrain le long de la route sont-ils minimisés ? La végétation qui borde la route est-elle entretenue pour limiter l'érosion et la détérioration de la route ?
Maladie	Les lieux d'emprunt peuvent-ils être source de problèmes de santé (p. ex. à cause des eaux stagnantes) ?
<b>BÂTIMENTS (MOINS DE TROIS ÉTAGES)</b>	
Manque d'eau	Le bâtiment possède-t-il des gouttières et des capacités de réserve d'eau ? La fourniture d'eau locale peut-elle s'assécher une partie de l'année ? (pour les cliniques, écoles et autres bâtiments d'usage public.)
Dégâts dus au vent	Le toit, les murs, les portes et fenêtres résisteront-ils à des vents violents ? Le bâtiment est-il menacé par des arbres qui pourraient tomber sous de grands vents ?
Inondation	Le bâtiment pourrait-il être inondé ?

## 2.2 Compréhension et gestion de l'insécurité alimentaire

### 2.2.1 Qu'est-ce que la sécurité alimentaire ?

Des conversations au Niger et au Burkina Faso, ainsi que la littérature passée en revue, montrent que la sécurité alimentaire au Niger et au Burkina Faso peut être définie dans les grandes lignes :

- par les agriculteurs, les agro-pastoralistes, les gouvernements et souvent les bailleurs de fonds et les ONG, comme *une production céréalière adéquate*, celle-ci étant définie comme au moins assez de céréales pour une consommation adéquate<sup>3</sup> par tête dans un lieu donné
- par les gardiens de troupeaux, comme *la possibilité d'acheter des céréales à des prix raisonnables et des troupeaux sains*, ces derniers signifiant souvent, mais pas toujours, de grands troupeaux
- par les femmes, comme *la possibilité de nourrir une famille aujourd'hui et d'avoir la nourriture adéquate pour l'avenir*.

La question de l'eau, élément-clé de la composante d'utilisation de la définition dominante de la sécurité alimentaire, était de la plus haute importance dans les conversations communautaires et elle est implicite dans chacun des points de vue sur la sécurité alimentaire.

La définition de la sécurité alimentaire liée à la production de céréales tourne autour du seul aspect de la disponibilité et passe pratiquement sous silence l'accès et l'utilisation. La définition des gardiens de troupeaux prend en compte l'accès et la disponibilité (les gardiens de troupeaux obtiennent de la nourriture de leurs animaux et se déplacent vers les endroits où l'obtention de fourrage ou de céréales est disponible), mais ne tient pas pleinement compte de l'utilisation.

Le point de vue des femmes sur la sécurité alimentaire correspond mieux à la définition dominante d'accès, disponibilité, utilisation et absence de choc puisqu'il tourne autour de la disponibilité (production de céréales et d'autres cultures), l'accès et une absence de choc (nourriture accessible maintenant et dans le futur). Les femmes cultivent la nourriture, vendent et achètent des produits alimentaires ; elles entreprennent des cultures commerciales et des échanges pour financer l'approvisionnement alimentaire. Ces responsabilités existent en temps normal, mais elles sont accrues pendant les crises (Plaut, Sengupta).

3 La définition de « adéquate » varie selon les acteurs de « avoir assez de céréale dans le grenier familial » à « exigences de consommation calorifique par tête définies par les recherches ».

Il n'est pas facile de déterminer ce qui est défaillant dans l'utilisation que les femmes font de la nourriture pour une bonne alimentation. Certaines sources laissent entendre qu'un mauvais sevrage et de mauvaises pratiques alimentaires sont une cause majeure de la malnutrition infantile (Hampshire et autres, Tricks et autres). D'autres voient la cause de la malnutrition dans un ensemble plus vaste de conditions (Harrigan). Des conversations suggèrent, en fait, que les femmes qui ont un meilleur accès à des fournitures alimentaires diversifiées (p. ex. grâce à un jardin ou au commerce) sont mieux à même de préparer des repas plus nutritifs (*Notes de terrain : École Biblique Bon Berger, Djibo, Burkina Faso*).

Pour ce qui est de la sécurité alimentaire, déplacer l'accent vers les exigences que rencontrent les femmes pour assurer à une famille une nourriture adéquate, maintenant et dans le futur, exprime mieux la véritable nature de la sécurité alimentaire au jour le jour, au Burkina Faso et au Niger. Cela lie aussi plus efficacement le modèle dominant de sécurité alimentaire aux actions entreprises au niveau familial pour traiter l'insécurité alimentaire.

Les responsabilités des femmes pour nourrir leur famille sont similaires, que le système de moyens de subsistance soit à base d'élevage ou d'agriculture. Déplacer l'accent fournirait une meilleure base pour comprendre la sécurité alimentaire sous deux systèmes distincts de moyens de subsistance, ce qui, à l'heure actuelle, présente un défi pour la plupart des systèmes tant d'évaluation de la sécurité alimentaire que d'alerte précoce.

Il est clair que la production de céréales et l'élevage de troupeaux résultant du travail des hommes sont des sources majeures de consommation alimentaire pour une famille. En outre, les hommes sont socialement responsables d'un certain nombre de stratégies pour soutenir la consommation alimentaire familiale quand les champs ou les troupeaux n'y suffisent pas. Si les hommes réussissent dans ces stratégies, le fardeau qui repose sur la femme est réduit. Cependant, une approche qui reconnaît l'importance générale des femmes pour assurer la consommation alimentaire familiale fournira une compréhension plus réaliste et précise de la qualité de la réponse à la sécurité alimentaire au Niger et au Burkina Faso.

## 2.2.2 Qu'est-ce que l'insécurité alimentaire ?

Les communautés associent l'insécurité alimentaire à des pluies insuffisantes ayant pour conséquence des récoltes insuffisantes et un maigre bétail, ce qui conduit à son tour à une impossibilité de nourrir sa famille à partir de sa production personnelle. Le prix élevé des céréales est également perçu comme ayant un effet sur l'insécurité alimentaire.

D'une manière générale, le manque d'actifs pour acheter de la nourriture, et plus particulièrement des céréales, est cependant un indicateur plus fondamental de l'insécurité alimentaire. Les actifs comprennent des fonds, des biens, des capacités et connexions humaines avec lesquels assurer une nourriture adéquate (voir aussi Fewnet (a) et Ghizzi).

La production réelle de céréales par une unité familiale ne parvient pas, la plupart des années et dans de nombreux cas, à répondre aux besoins réels en céréales (voir Mathys, Fewnet (a) et Ghizzi). Ce qui conduit à dépendre lourdement de la génération d'actifs avec lesquels acheter la nourriture. Le changement dans la capacité d'assurer des actifs est un indicateur important de l'insécurité alimentaire familiale à court comme à long terme.

Une question persistante qui est revenue fréquemment dans les conversations communautaires est le manque de capital.<sup>4</sup> Le capital (qu'il soit un crédit ou des apports physiques) est considéré comme un élément critique pour traiter l'insécurité alimentaire en passant par :

- la disponibilité de l'alimentation, grâce à une production améliorée et étendue
- l'accès à l'alimentation grâce à des activités commerciales étendues (un grand nombre, mais pas toutes, étant liées à l'agriculture et aux animaux d'élevage).

### Sécurité alimentaire maintenant et dans le futur

Un groupe de femmes de Toukounous, au Niger, discutant de la sécurité alimentaire et du futur, ont mentionné :

- d'avoir assez de nourriture à la fois en saison sèche et en saison des pluies
- de pouvoir gérer les approvisionnements alimentaires sans problème.

Une fois ce niveau de sécurité alimentaire atteint, les femmes seraient à même d'en aider d'autres.

Des hommes et des femmes dans tout le Niger et le Burkina Faso font écho à cette conception de la sécurité alimentaire.

4 Capital est utilisé ici en relation avec le Livelihood Model [Modèle de moyens de subsistance] ([www.livelihood.org](http://www.livelihood.org)), et avec la référence particulière à un capital physique et financier.

#### RRC EXEMPLE 4

### Passer par un secours à court terme pour renforcer la sécurité alimentaire à long terme

#### ATTÉNUATION DE L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE

L'assistance de secours à court terme tourne souvent autour du soutien nécessaire pour maintenir ou promouvoir des moyens d'existence compromis par une catastrophe. Quand ces programmes mettent en œuvre des transferts non alimentaires (p. ex. charrues, semences, animaux), des allocations en espèces, de l'argent ou de la nourriture pour le travail, le renforcement de savoir-faire ou des infrastructures (p. ex. puits, routes), les interventions peuvent se rattacher à des stratégies de sécurité alimentaire existantes ou nouvellement exploitables pour améliorer la sécurité alimentaire future. Une assistance de ce genre, diversifiée et prévoyante, a été apportée par JEMED, partenaire de Tearfund, au centre-nord du Niger (voir RRC exemple 3)

Des transferts d'actifs suscités par le secours d'urgence doivent être mis en œuvre avec précaution pour éviter de nuire aux efforts de développement. Il n'en reste pas moins que le capital, sous forme d'actifs physiques, joue un rôle-clé dans le traitement de la sécurité alimentaire immédiate (p. ex. être capable de fabriquer quelque chose pour gagner de l'argent et acheter de la nourriture) et, dans le renforcement des capacités, à gérer de futures menaces. S'il est conçu et mis en œuvre convenablement, le secours à court terme peut accélérer le relèvement après une catastrophe et poser le fondement d'une insécurité alimentaire réduite à l'avenir.

Fournir des « microcrédits » aux femmes les aide à mieux assumer leurs responsabilités pour nourrir une famille. Fournir aux hommes, des actifs et des outils agricoles (p. ex. pompes, charrues) accroît également le capital consacré à assurer la sécurité alimentaire.

## 2.3 Gestion de l'insécurité alimentaire au niveau de la communauté

Trois façons de gérer l'insécurité alimentaire sont utilisées dans les zones rurales du Niger et du Burkina Faso :

- la diversification des moyens de subsistance
- l'intensification de l'emploi des terres
- l'exploitation d'opportunités.

### 2.3.1 La diversification des moyens de subsistance

Au Niger et au nord du Burkina Faso, il est trop risqué de faire dépendre sa survie d'une seule source d'alimentation. Les stratégies sont par conséquent diversifiées, dans un effort pour trouver la bonne combinaison d'efforts qui rende le risque d'insécurité alimentaire gérable.<sup>5</sup> Les pastoralistes se lancent dans la culture, les agriculteurs se lancent dans l'élevage, les agriculteurs-éleveurs augmentent leurs deux activités et tout le monde fait du commerce (voir FewNet (a), Ghizzi).

Les moyens pour assurer l'alimentation qui sont recensés dans la *Matrice de réduction de la consommation alimentaire et réponses* (Appendice 1) montrent les diverses activités qui peuvent constituer une stratégie générale pour assurer la sécurité alimentaire. Le mélange particulier de stratégies change au fil des années, d'année en année, et même au cours d'année.

L'efficacité générale de cette stratégie de diversification n'est pas claire. Des niveaux élevés de malnutrition et de pauvreté laissent entendre que de nombreuses familles se débattent au mieux mais ne surmontent sans aucun doute pas l'insécurité alimentaire d'année en année. Pourtant, le travail de Ghazis laisse entendre qu'il y a des gagnants et des perdants sur une période de temps (ce point de vue est corroboré par des recherches faites ailleurs, voir Krishna et autres).

Des discussions avec des communautés et des ONG ont relevé un certain nombre de points possibles pour améliorer les stratégies de gestion des risques d'insécurité alimentaire. Citons :

- le crédit, surtout pour les femmes
- les apports d'actifs, y compris les fournitures et les outils agricoles pour accroître la production de céréales et d'autres produits agricoles
- l'élevage et le commerce d'animaux d'élevage, également proposés comme une activité centrée sur la femme
- l'accès à l'eau et sa disponibilité

5 La diversification est abordée sous l'angle de l'Afrique tout entière et en relation avec le Burkina Faso dans Barrett et autres.

**RRC EXEMPLE 5****Jardins maraîchers :  
nourriture pour  
aujourd'hui et  
revenu pour  
demain****ATTÉNUATION DE L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE**

Tant au Niger qu'au Burkina Faso, les jardins maraîchers sont devenus un pivot important de la diversification de la production alimentaire. Les jardins maraîchers se sont répandus au Burkina Faso à la fin des années 1970 et au Niger après la sécheresse de 1984. Les légumes, les tubercules et les fruits provenant de ces jardins sont vendus localement et dans les grandes villes. Des récoltes comme les oignons du Niger ou les pommes de terre du Burkina Faso sont exportées dans toute l'Afrique occidentale.

Un maraîcher, qui a accès à l'eau et à un capital, peut arriver à couvrir ses besoins annuels en nourriture et ses frais d'investissement. Il peut également faire des économies à partir d'un bon jardin maraîcher. Pour les femmes, l'investissement dans un jardin maraîcher peut également améliorer la qualité de la consommation alimentaire familiale. Même pendant les années de pluie insuffisante, les sites de jardin ont en général de l'eau. Ce qui signifie que le maraîchage peut aider à se préparer en vue d'une pénurie alimentaire et à l'atténuer, ainsi qu'à constituer un capital pour parer aux crises extrêmes (p. ex. sécheresse ou maladie).

L'importance des jardins maraîchers est mal prise en compte dans les évaluations habituelles de sécurité alimentaire. Pourtant leur popularité dans les régions rurales laisse à penser qu'ils apportent une contribution importante au traitement de l'insécurité alimentaire, en tant que source de revenu et d'alimentation.

Tout le monde ne peut pas créer un jardin. Les sites qui ont accès à l'eau ne sont pas très étendus (et quand ils sont disponibles, ils peuvent être disputés). Et, comme nous l'avons souligné, l'accès à un capital est un défi important pour la majeure partie des personnes.

Tiré de conversations avec J. Naugle, Enterprise Works/VITA, S. Boubacar et B. Portier, projet : Promotion de l'emploi des apports agricoles par des organisations de producteurs (Niamey), et le pasteur Salam Napa, Titao, Burkina Faso.

**RRC EXEMPLE 6****Réduire la  
consommation  
alimentaire et  
maintenir les  
stocks alimentaires****SE PRÉPARER À DE FUTURS BESOINS ALIMENTAIRES**

Des rapports sont apparus, pendant la crise alimentaire de 2005 au Niger, faisant état d'hommes qui avaient fermé à clé leur grenier et abandonné leur famille sans accès à la nourriture (Plaut, Sengupta). On a abordé ces récits avec plusieurs Nigériens engagés dans des activités de sécurité alimentaire. Leur réaction a été quelque peu incrédule. Ils arrivaient à concevoir que quelqu'un laisse sa famille pour chercher du travail ou pour réduire la demande sur des stocks de nourriture familiale limités, mais ils ne pouvaient tout simplement pas considérer qu'il soit possible de laisser sa famille mourir de faim.

Les hommes ont dit qu'une stratégie normale pour être certain qu'une famille puisse produire de la nourriture pour l'année suivante consistait à mettre de côté des céréales à manger pendant le dur labeur de la plantation. La migration saisonnière réduit de fait la demande qui pèse sur les réserves d'alimentation propres à une famille.

Les défis rencontrés dans la gestion de l'insécurité alimentaire peuvent présenter des décisions difficiles. Il est important de comprendre le contexte des stratégies de gestion des risques qui encouragent le mieux les efforts individuels et communautaires de gestion et de réduction de ces risques à court et à long terme.

- assainissement des terres ou accroissement de la valeur des terres (p. ex. structures de rétention d'eau)
- formation des agriculteurs et des éleveurs.

Parmi d'autres points fondamentaux qui ne sont pas souvent mentionnés, notons l'amélioration du capital humain (p. ex. formation des ouvriers manuels saisonniers au métier de maçon), ou le partage d'informations sur les possibilités d'emploi saisonnier pour accroître le revenu potentiel.

**2.3.2 L'intensification de l'emploi des terres**

L'intensification de l'emploi des terres (associé à la diversification) est un moyen-clé de gestion de l'insécurité alimentaire. Une utilisation plus intensive des terres a été décrite au Niger (Larwanou et autres, Polgreen), poussée par la pression populaire et les limites physiques empêchant une extension plus grande de la culture et de l'élevage. Une tendance similaire a été relevée au centre-nord du Burkina Faso (Reij et Thiombiano).

Les informations en provenance du Niger montrent que la gestion du bétail est en train de basculer d'un élevage extensif à des troupeaux plus petits mais de meilleure qualité, le tout accompagné d'efforts pour accroître la qualité des pâturages et des ressources naturelles associées. Il y a également eu une croissance en gestion animale par les agriculteurs, avec de petits ruminants particulièrement importants comme source de nourriture et de revenu pour les femmes.

## RRC EXEMPLE 7 Innovation et occasion favorable au Sahel

### ATTÉNUATION DE L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE

El Hadji Nuku Sawadogo réussit relativement bien pour quelqu'un qui vit au Sahel. Il dit que ses champs produisent suffisamment de nourriture pour couvrir les besoins de sa famille de 50 personnes. Ses troupeaux assurent un revenu pour les autres besoins, il a épargné assez d'argent pour aller à La Mecque et des gens viennent lui demander de la nourriture. En termes relatifs, à soixante ans, il pourrait être considéré comme un homme riche et prospère.

Quand on lui a demandé les raisons de son succès, il a cité deux choses : l'utilisation de la technique Zai (placer les semences dans des trous préparés à cet effet, dans un champ déjà amendé avec du fumier) pour accroître la production de ses champs, et des occasions favorables. Traduit de son maori natal, il a dit que c'étaient des occasions favorables ajoutées à son dur labeur qui lui avaient permis d'accomplir ce à quoi il était arrivé dans la vie.

Un usage plus intense des terres a augmenté la productivité agricole au Niger et au Burkina Faso. Il a conduit à une augmentation mesurable de la biomasse (Larwanou et autres, Reij et Thiombiano). Ces changements ont probablement amélioré la sécurité alimentaire des propriétaires terriens. Au Niger, des ressources naturelles améliorées ont partiellement amorti les conséquences des pénuries alimentaires en 2005 (Larwanou et autres, Polgreen, voir aussi Diarra).

Ces résultats sont importants et portent à penser que les rapports moroses, en particulier en ce qui concerne le Niger, pourraient ne pas être tout à fait corrects (comparer Action contre la Faim, Mousseau et Mittal avec Polgreen), au moins pour certaines couches de la population et au cours de certaines années. S'ils sont confirmés, ces changements suggèrent une résistance accrue aux mauvaises saisons des pluies ainsi qu'une plus grande capacité à atténuer les effets de la sécheresse et d'autres aléas quand ils surviennent.

Au Niger, on relève des indices d'un groupe nouvellement émergent d'habitants ruraux n'ayant qu'un accès limité aux terres pour leur agriculture personnelle et dépendant lourdement du travail agricole pour répondre à leurs besoins alimentaires (Harrigan). Si l'emploi agricole n'est pas disponible, ces travailleurs rencontrent des défis importants pour assurer leur sécurité alimentaire. Ce groupe devrait être suivi et des actions devraient être entreprises pour s'assurer qu'il puisse développer un ensemble de stratégies équilibrées vis-à-vis des risques, qui permettent de gérer les défis aigus et à long terme de leur sécurité alimentaire.

Le contrôle des terres est un facteur important dans la gestion de l'insécurité alimentaire. Au Niger, les pâtures qui ont empiété sur les terres cultivables, la compétition pour trouver des pâtures, et les jardins maraîchers ont tous contribué à l'importance du contrôle des terres pour assurer l'accès de quelqu'un à l'alimentation, ou à des revenus pour en acheter. Au Burkina Faso les questions des droits fonciers naissent des politiques favorisant l'agriculture à grande échelle contre la production alimentaire à l'échelle familiale.

Dans les deux pays, des discussions ont révélé que des procédures pour définir la propriété foncière et l'usage des terres peuvent être manipulées au détriment de certains groupes, les gardiens de troupeaux du Niger et les petits agriculteurs au Burkina Faso par exemple. L'application des procédures gouvernant l'accès à la terre et son emploi devrait être suivie de près, surtout quand il semble que l'accès à la terre est contrôlé d'une manière qui amoindrit les stratégies de gestion de l'insécurité alimentaire.<sup>6</sup>

### 2.3.3 L'exploitation d'opportunités.

Les personnes sont constamment à la recherche d'occasions favorables pour gagner de l'argent et pour répondre à leurs besoins alimentaires et autres. Au Niger, pendant la saison sèche, la migration s'est reportée sur la Libye et l'Algérie quand les tensions ont augmenté avec le Nigeria. Au Burkina Faso, le travail artisanal dans les mines d'or est devenu une source importante de revenu pour les populations rurales du nord du pays. Des ventes ambulantes d'objets, allant de l'eau à des radios, sont devenues habituelles même dans de petites villes.

En même temps, les opportunités constituent probablement l'élément le plus difficile de la stratégie générale pour gérer l'insécurité alimentaire, et créer des opportunités peut nécessiter un énorme travail.

6 Ces commentaires répondent aux soucis exprimés à propos de la manière dont les politiques et les procédures régissant l'accès à la terre ont été mises en application dans chacun des deux pays. Les questions soulevées dans cette partie ont également été soumises à Chris Reij, géographe et spécialiste du Sahel à l'université Vrije aux Pays-Bas.



**RRC EXEMPLE 8**

**Recherche d'opportunités : trois groupes de femmes de Toukounous cherchent des moyens d'améliorer la sécurité alimentaire**

**ATTÉNUATION DE L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE**

Toukounous est une petite communauté, au nord de Filingue, dans l'ouest du Niger. Elle dépend, pour sa subsistance, de l'élevage, d'une agriculture incertaine et du commerce. La communauté compte trois groupes de femmes qui, entre elles, se sont engagées dans les activités suivantes liées à la sécurité alimentaire :

- une banque de céréales
- un crédit mutuel
- la collecte de fonds pour le partage par des membres
- la production de fromage
- la production d'huile d'arachide (interrompue parce que les arachides coûtent beaucoup trop cher pour faire des profits)
- la production de semoule de niébé (également interrompue parce que le niébé coûte beaucoup trop cher pour faire des profits).

Des femmes ont aussi, à titre individuel, rassemblé du bois de chauffage, tiré de l'eau, vendu des gâteaux et autres articles alimentaires pour pourvoir aux besoins alimentaires et autres. Ces groupes étudient actuellement la possibilité de cultiver du sésame et de produire de l'huile à partir des graines. Ils cherchent également une aide pour créer un jardin près de la communauté. Les trois groupes de femmes recherchent d'une part une stratégie diversifiée pour répondre aux besoins alimentaires et sont d'autre part activement en quête de nouvelles opportunités pour améliorer leur sécurité alimentaire globale.

**RRC EXEMPLE 9**

**La solidarité sociale : un outil évolutif pour traiter l'insécurité alimentaire**

**ATTÉNUATION DE L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE**

La solidarité sociale est souvent mentionnée dans le contexte du traitement de l'insécurité alimentaire chronique ou aiguë au Sahel. Le concept repose sur un partage de ressources entre ceux qui en ont plus et ceux qui en ont moins, de manière à assurer la survie de tous en cas de crise. La valeur ou le volume de ces échanges peuvent être limités, mais ces échanges apportent un soutien social et psychologique important parce qu'ils prouvent aux populations touchées par la crise qu'elles ne sont pas livrées à elles-mêmes.

Le changement social, en réduisant l'importance de la solidarité sociale comme mécanisme de survie dans une crise alimentaire, cause des soucis. Cependant, les exemples ci-dessous montrent comment les personnes s'adaptent et développent de nouveaux moyens de partage des ressources.

**Nourrir la famille**

Les dons provenant de parents mieux lotis constituent une source d'alimentation pour ceux qui sont dans l'insécurité. Cependant, dans des périodes mauvaises, les demandes faites auprès du mieux loti peuvent être d'une ampleur telle qu'elles menacent sa propre sécurité alimentaire.

Abdoul-Azize Sarki, Responsable de programme à l'UEEPN, peut satisfaire les besoins de sa famille à partir des salaires perçus par sa femme et lui. Il ne dépend pas des céréales produites dans les champs qui lui ont été donnés, selon la tradition, dans son village. Cependant, chaque année, il fait travailler sa parenté dans le village pour cultiver la terre et engranger la moisson. Quand on lui demande de l'aide, il puise dans les stocks qu'il a moissonnés pour satisfaire ces demandes.

Sarki a trouvé un moyen qui, tout en n'étant pas une stratégie parfaite de gestion des risques, protège les besoins de sa famille et pourvoit également aux besoins de sa famille élargie quand cela est nécessaire. Il est probable que de nombreux petits filets de sécurité privée de ce genre existent au Sahel. Cette approche a toutes les chances de se répandre de plus en plus avec l'accroissement de l'urbanisation et des emplois salariés.

Source : interview d'Abdoul-Azize Sarki.

**Utiliser les banques de céréales pour aider les moins privilégiés**

Les banques de céréales soutenues par CARE Niger, près de Birn'i Konni, au Niger, font l'effort d'acheter des céréales localement pour remplir les magasins. L'approvisionnement local réduit les frais de transport (maintenant des prix de vente peu élevés) et établit un lien plus étroit entre la banque et le village.

Quand elles achètent des céréales, les banques doivent souvent rivaliser avec des négociants et offrir une petite prime sur les prix du marché pour attirer les vendeurs. Elles ciblent également des achats auprès de familles qui ont du mal à satisfaire leurs besoins alimentaires, la petite prime ajoutant un petit extra au capital familial. Ce ciblage n'a pas pour conséquence un transfert important de capitaux, mais il révèle une facette de la solidarité sociale en ce qu'il utilise des ressources contrôlées localement.

Source : interview avec le Comité des banques de céréales, Satchim Niger.

L'ironie du sort est que les catastrophes fournissent des circonstances où de nouvelles opportunités peuvent être créées, en raison de l'apport plutôt rapide d'actifs et des efforts pour trouver des moyens rapides d'apporter du secours. De tels efforts entrent bien en association avec la combinaison de diversification, d'intensification et de recherche d'opportunités qui sont au cœur des stratégies de gestion de l'insécurité alimentaire au Niger et au Burkina Faso.

## 2.4 Gestion de l'insécurité alimentaire au niveau du gouvernement, des bailleurs de fonds et des ONG

### Vision d'ensemble

Suite à la libéralisation du marché et aux réformes structurelles, initiées par les bailleurs de fonds, les gouvernements sont pratiquement absents de la gestion du marché alimentaire. Les gouvernements ont des politiques liées à la sécurité alimentaire (*Journal Officiel du Faso*, Comité de Rédaction de la SDR) et entreprennent des projets pour traiter l'insécurité alimentaire aiguë et chronique avec le financement important des bailleurs de fonds. Les ONG sont elles aussi financées par des bailleurs de fonds pour traiter l'insécurité alimentaire. Les projets liés à l'insécurité alimentaire comprennent : actifs et assistance technique agricoles, soins de santé primaires, alimentation infantile, éducation et crédit.

La structure officielle de réponse à une insécurité alimentaire aiguë au Niger et au Burkina Faso est composée de deux éléments :

- Un processus d'alerte précoce, agissant
  - **au niveau local** – géré en général par des ONG, mais pas très répandu à l'heure actuelle,
  - **au niveau national** – grâce aux structures d'alerte précoce du Système d'Alerte Précoce (SAP),
  - **au niveau régional** – en passant par le CILSS et FewsNet, du département de l'USAID,
  - **au niveau international** – en passant par GIEWS, du département de la FAO et FewsNet, du département de l'USAID.

Les ONG ont une implication formelle et informelle à tous les niveaux grâce à leur présence dans les zones frappées par l'insécurité alimentaire.

- Une structure pour porter assistance aux populations soumises de façon aiguë à l'insécurité alimentaire, qui implique le gouvernement, le système des Nations-Unies (p. ex. PAM, FAO, UNICEF), des bailleurs de fonds et des ONG.

Ces deux éléments sont étudiés un peu plus loin.

### 2.4.1 Système d'alerte précoce

La crise de 2005 a servi d'avertissement pour l'alerte précoce au Burkina Faso et au Niger. Le SAP au Burkina Faso n'était pas en service en 2004 (CILSS) et les structures d'alerte couvrant le Niger ne comprenaient pas bien la crise alimentaire dans les zones de Zinder et de Maradi (Humanitarian Policy Group, FewsNet (b)).

Depuis 2005, le SAP au Burkina Faso a été remis en fonction, les efforts d'alerte précoce ont été étendus au Niger et une plus grande attention est accordée par FewsNet, le Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest (CSAO), le CILSS et d'autres à la situation de demande/fourniture alimentaire au Nigeria et aux activités commerciales transfrontalières entre le Niger et le Nigeria (CSAO, OCDE).

Au Burkina Faso et au Niger, la production de céréales a tendance à être le point officiel de référence le plus habituel pour la sécurité alimentaire. Les gouvernements respectifs placent une importance énorme dans le calcul annuel de production de surplus ou de déficits. Ces chiffres de production sont incorporés dans des totaux régionaux et nationaux, où ils servent à indiquer si une région ou un pays est ou n'est pas confronté à une crise alimentaire.

L'utilisation de la production céréalière pour définir la sécurité alimentaire est intéressante pour les raisons suivantes :

- Un réseau existant d'agents gouvernementaux peut rassembler les données.<sup>7</sup>
- Un simple calcul aboutit à un chiffre unique qui permet de dire si la sécurité alimentaire existe ou pas.

7 L'exactitude des données a également été un problème dans le passé, mais elle n'est pas étudiée dans cette recherche.

Cependant, focaliser sur la seule production céréalière fait passer à côté d'une grande partie de l'essence de la définition d'une sécurité alimentaire durable : *accès, disponibilité, utilisation et absence de choc*.

Quelques efforts ont été faits pour dépasser une approche simple d'équilibre céréalier et pour apporter une alerte efficace.

- FewNet, depuis de nombreuses années, utilise une définition plus large de la sécurité alimentaire (FewNet (a)).
- Les événements de 2005 ont provoqué une prise de conscience renouvelée du rôle-clé joué par les conditions des échanges et du marché pour déterminer si un individu, une communauté ou un pays est en proie à une crise alimentaire (voir Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest, OCDE et Trepand).
- *L'Enquête sur la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire des ménages* (République du Niger) menée récemment au Niger était une évaluation de la sécurité alimentaire utilisant les données de diverses variables provenant de plus de 12 700 foyers. L'enquête a produit une déclaration claire des niveaux et de la localisation de l'insécurité alimentaire. Des enquêtes régulières de ce type amélioreraient énormément l'alerte et la réponse au Niger et au Burkina Faso.
- Au Niger, CARE travaille avec le gouvernement pour faire en sorte que la collecte et l'analyse des données sur la sécurité alimentaire soient physiquement plus proches des communautés concernées. Des efforts similaires sont en cours depuis plusieurs années au Niger également, de la part du CRS et de Helen Keller International.

### Des défis pour les systèmes d'alerte précoce

Les systèmes d'alerte précoce centrés sur l'accès, la disponibilité, l'utilisation et la sensibilité aux chocs sont limités en termes de durabilité parce qu'ils exigent beaucoup plus de ressources que les calculs de production/déficit céréaliers.

- Les agents gouvernementaux sur le terrain, qui constituent l'ossature des deux approches, rencontrent des difficultés à collecter des données de qualité sans soutien extérieur. En raison du manque de données de qualité, les bilans céréaliers et les analyses des variables sont très approximatifs. Il en résulte une compréhension imparfaite d'une crise alimentaire naissante et des décisions mal avisées sur la façon de répondre, comme cela est arrivé au Niger en 2005.
- Sous les procédures actuelles, la collecte et le traitement des données ne répondent pas à la norme minimale de participation énoncée dans les Normes Sphère (*Le Projet Sphère*). Les populations couvertes par le processus d'alerte précoce :
  - n'ont pas conscience de la façon dont l'analyse est faite
  - ne connaissent pas les résultats particuliers de l'analyse
  - n'ont pas la moindre chance formelle de contester les résultats ou d'être par ailleurs engagées dans le processus d'évaluation si ce n'est en répondant aux questions au moment de la collecte initiale des données.

#### Sphère : Norme commune 1 – Participation

La population affectée par la catastrophe participe activement à l'évaluation, à la conception, à la mise en œuvre et au suivi-évaluation du programme d'assistance.

Source : Le Projet Sphère

Ces conditions sont loin de ce qui est acceptable, compte tenu des normes auxquelles ont souscrit de nombreuses ONG au Niger et au Burkina Faso.

Par conséquent, les alertes, et les actions qui en dépendent, ne sont guère crédibles. En effet, peu de personnes au niveau communautaire comprennent comment on a pu obtenir certains résultats particuliers. Une conséquence typique est le mécontentement sur les raisons qui font qu'une zone reçoit une plus grande assistance qu'une autre, accompagné du recours habituel à des explications de corruption, de manipulation politique ou d'un refus intentionnel d'assistance lié à des préjugés ethniques ou culturels. Toutes ces conséquences causent des tensions qui peuvent contribuer à alimenter des conflits.<sup>8</sup>

Tant que cette question fondamentale de la participation ne sera pas résolue, il n'y a guère de chance pour que les systèmes d'alerte précoce au Burkina Faso et au Niger puissent apporter une contribution significative à la réduction à court terme de l'insécurité alimentaire.

8 Des tensions de ce genre ont été notées au Niger concernant l'allocation des secours en 2005 et 2006.

## Achats locaux et autres options

### SE PRÉPARER À DES PÉNURIES ALIMENTAIRES AIGUËS

*La Charte de l'aide alimentaire* prône, lorsque c'est possible, les achats locaux (par opposition à la fourniture de produits d'importation) pour répondre aux pénuries alimentaires dans le Sahel (Jackson p.294). En 2005, le Niger a envisagé l'achat de céréales à l'intérieur du Niger ou du Sahel pour des distributions d'urgence, mais s'est rendu compte que de tels achats feraient monter les prix en resserrant temporairement l'approvisionnement. Une telle action aurait frappé des consommateurs qui devaient déjà affronter des prix très élevés. Le Niger s'est finalement procuré des céréales auprès de l'Inde, mais il a dû attendre quatre mois pour la livraison.

Ceci met en lumière les défis rencontrés dans la réponse à une situation de crise alimentaire. Dans la plupart des cas, une réponse unique, des aliments contre du travail par exemple, ne traitera pas tous les aspects de la crise. Les distributions alimentaires sont de plus en plus considérées comme une réponse parmi tant d'autres à une insécurité alimentaire critique, qui peut comprendre des paiements en espèces, de l'argent pour du travail, l'éducation et l'assistance non-alimentaire.

Une gamme plus large d'approches a plus de chances de réduire vraiment une insécurité alimentaire aiguë.

#### 2.4.2 Réponse institutionnelle à l'insécurité alimentaire aiguë

Lors de périodes d'insécurité alimentaire aiguë au Burkina Faso et au Niger, la réponse est habituellement passée par des réserves de céréales au niveau national (sous forme d'argent ou de céréales) complétées par des céréales importées (achetées ou données). Cette alimentation est fournie par l'intermédiaire de ventes subventionnées, de distribution gratuite, d'alimentation ciblée (p. ex. récupération nutritionnelle) ou de travaux à forte densité de main d'œuvre.

Les stocks de sécurité céréaliers gouvernementaux jouent un rôle central dans la réponse immédiate à l'insécurité alimentaire aiguë. Ces stocks avaient été institués, à l'origine, en partant du principe que la sécurité alimentaire était directement liée à l'approvisionnement alimentaire et que le gouvernement pouvait (et devait) distribuer physiquement de l'alimentation dans les zones atteintes par la pénurie.

À l'heure actuelle, les stocks de sécurité servent à deux choses :

- couvrir des besoins alimentaires localisés – p. ex. pendant ou après des sécheresses ou des inondations
- fournir une première réponse pendant les années de crise alimentaire quand une aide alimentaire à grande échelle est nécessaire, ce qui laisse le temps à une assistance extérieure (achat ou don) d'arriver pour une réponse plus extensive.<sup>9</sup>

Les stocks de sécurité ne sont souvent pas au maximum de leur capacité. Ceci est dû aux coûts élevés des stocks (les 80 000 t de céréales des stocks nigériens ont une valeur marchande approximative de 17 millions \$US),<sup>10</sup> aux finances gouvernementales utilisées au maximum et aux financements extérieurs irréguliers.

Le Niger procède à la résurrection d'une pratique antérieure, argent contre travail, utilisée comme une option de secours pour réduire l'incidence des pénuries alimentaires avant qu'elles ne se développent. On note également des tentatives limitées d'allocation directe monétaire au Niger, auprès de familles habitant des zones de grave insécurité alimentaire, pour les aider à en réduire les conséquences néfastes, par exemple à Tanout, au Niger, de la part de la Croix Rouge britannique.

L'utilisation des stocks de sécurité céréaliers nationaux et d'allocation d'assistance extérieure (en général de la nourriture et, au Niger, pour le fond du programme argent contre travail) est décidée par un comité national, sur la base des rapports d'alerte précoce et d'autres considérations. L'approche du comité repose sur le concept selon lequel les bailleurs de fonds et les organisations des Nations Unies collaborent avec le gouvernement pour mettre au point des plans opérationnels communs et des allocations de ressources afin de porter assistance en cas de catastrophe (une aide alimentaire en général). Au Niger, le comité se compose de treize bailleurs de fonds ou organisations des Nations Unies en plus du gouvernement ; ce comité est plus restreint au Burkina Faso. Les ONG ne sont pas actuellement membres de ces comités.

9 Le stock de sécurité du Niger est fixé à 80 000 t, en plus de fonds pour acheter 30 000 t. Celui du Burkina Faso est de 35 000 t. La quantité repose sur une estimation des besoins alimentaires critiques pour une période de trois à quatre mois en attendant l'arrivée d'approvisionnement externe.

10 À partir d'un prix des céréales de 12 000 FCFA pour 100 kg ou de 214 dollars/t fois 80 000 t.

Passer par des comités pour atteindre un consensus sur la réponse d'urgence comporte des avantages diplomatiques. Par contre, une décision prise par un comité n'est pas souvent considérée comme une bonne pratique dans la gestion de catastrophes. En outre, les comités allouent des stocks limités<sup>11</sup> face à des besoins contradictoires, des informations limitées, l'incertitude quant aux sources futures d'alimentation et les pressions politiques et financières. Par conséquent, il peut arriver que des stocks soient alloués trop largement ou distribués de telle manière qu'ils ne traitent pas les conséquences immédiates de la crise alimentaire et que les décisions soient retardées par la demande d'informations supplémentaires.

Les défis rencontrés dans l'utilisation efficace des stocks de sécurité, des fonds de secours et de l'assistance alimentaire de secours soulignent la nature hautement centralisée et opaque du système actuel. Dans les deux pays, les systèmes semblent avoir une capacité relativement limitée à réduire les pénuries alimentaires aiguës et à inclure la participation des communautés.

Les systèmes n'incorporent pas efficacement le secteur privé (source la plus importante d'alimentation pour la plupart des habitants de chaque pays) dans leur réponse d'urgence.<sup>12</sup> D'une manière générale, les systèmes traitant l'insécurité alimentaire aiguë dans les deux pays considèrent le problème sous l'angle d'un transfert d'alimentation, plutôt que sous celui d'une réponse reposant sur l'amélioration de l'accès, de la disponibilité, de l'utilisation et de la réduction des chocs.

Au Niger, des ONG ont tenté une approche plus décentralisée tant de l'alerte que de la réponse immédiate. Même si une approche décentralisée rencontre des problèmes (le moindre n'étant pas sa redevabilité), un plus grand degré de décentralisation tant de l'alerte que des allocations de ressources peut avoir pour conséquence un système plus efficace (et plus conforme aux normes) que celui utilisé actuellement.

### Impact flou de la décentralisation

La décentralisation des opérations gouvernementales vers le niveau local (commune/township) est en cours tant au Niger qu'au Burkina Faso. En théorie, la décentralisation devrait rapprocher le contrôle des actions gouvernementales des citoyens et lier plus étroitement ces actions aux besoins exprimés. Au Niger, des projets comme ceux de CARE, du CRS et d'Helen Keller sont en train de rapprocher l'alerte précoce et les capacités de secours du niveau communal et pourraient bien jouer le rôle de modèle pour une gestion de crise décentralisée.

Cependant le niveau des ressources disponibles pour les structures décentralisées reste incertain. Est-ce que le gouvernement, au niveau communal, passera commande de ressources comparables aux réserves alimentaires faites au niveau national ? Sera-t-on contraint de prendre des décisions en passant par des comités chapeautés par des organisations qui ne représentent pas les citoyens locaux ? Les conditions d'évaluation et de réduction de la crise alimentaire répondront-elles plus étroitement aux normes minimales internationales ?

Tant que ces questions et quelques autres n'auront pas trouvé de réponse, il sera difficile de prévoir l'impact de la décentralisation sur la gestion de l'insécurité alimentaire. Néanmoins, cette décentralisation pourrait produire un processus plus participatif et efficace de préparation à l'insécurité alimentaire aiguë et de la réduction de celle-ci au Niger et au Burkina Faso.

- 
- 11 Le stock est, au Niger, de 2,5 pour cent de la demande annuelle [2006-2007 : 80 000 t de stock contre une demande céréalière totale de 3 251 000 t] et, au Burkina Faso, de 1,3 pour cent [2006-2007 : 35 000 t de stock contre une demande céréalière totale de 2 676 900 t].
- 12 Les importations commerciales de riz ont amorti (jusqu'à un certain point) les pénuries alimentaires au Burkina Faso et au Niger, en 2005, parce que le riz était moins cher que les autres céréales. Une incidence similaire du marché commercial a été enregistrée au Bangladesh (del Ninno et autres).



## 3 Conclusions

### 3.1 Renforcer la résistance des communautés à gérer l'insécurité alimentaire par la RRC

Des mesures limitées ont été prises pour intégrer la RRC dans le développement, le secours et le relèvement au Niger et au Burkina Faso. Le défi principal consiste à aller au-delà des déclarations de politiques jusqu'à une RRC effective au niveau pratique.

Une meilleure incorporation de la RRC dans le développement commence par une reconnaissance du rôle crucial de la RRC dans le développement durable. Les efforts du PNUD (en cours au Niger et prévus au Burkina Faso) devraient apporter des progrès dans ce domaine et recenser les leçons apprises en termes de défis et d'opportunités.

De bien des manières, les efforts entrepris pour traiter la crise alimentaire de 2005 au Niger ont été une répétition d'efforts précédents qui avaient eu un succès limité. Mieux tirer les leçons de la RRC est indispensable, par exemple sur ce qui détermine l'insécurité alimentaire, comment l'insécurité alimentaire est gérée et comment mieux répondre à l'insécurité alimentaire aiguë. L'étude de ces points accroîtra la compréhension de ce qui est indispensable pour que la RRC réduise réellement l'insécurité alimentaire. Il s'agit d'un processus participatif, parce que ce sont les personnes soumises à l'insécurité alimentaire qui savent si les efforts entrepris pour contrecarrer le risque encouru par leur vie et leurs moyens d'existence peuvent être efficaces dans leur contexte.

### 3.2 Avoir la capacité de nourrir sa famille aujourd'hui et demain

La sécurité alimentaire est définie de différentes façons, mais le plus souvent en termes de production céréalière, ce qui passe sous silence la véritable nature des moyens de parvenir à la sécurité alimentaire. Parmi ces définitions, celle qui tourne autour de la capacité des femmes (ainsi que des hommes) à nourrir leur famille aujourd'hui et demain est celle qui correspond le mieux à la définition de la sécurité alimentaire acceptée internationalement : *accès adéquat, disponibilité, utilisation, accès à l'eau potable, durabilité et absence de chocs*.

Quand la capacité des hommes à soutenir leur famille est réduite, le fardeau qui repose sur les femmes est accru, particulièrement en période difficile. Une approche qui reconnaît l'importance générale des femmes pour assurer la consommation alimentaire familiale fournira une compréhension plus réaliste et précise de la qualité de la réponse à la sécurité alimentaire au Niger et au Burkina Faso. Elle conduira également à des évaluations et à une gestion plus précises des conditions d'insécurité alimentaire, ce qui constitue un élément indissociable de la RRC dans ce contexte.

### 3.3 Utiliser des stratégies multiples pour accroître les actifs

À la base, l'insécurité alimentaire est définie par les communautés comme le manque de moyens, qu'il s'agisse d'argent, de biens, d'aptitudes humaines ou de relations permettant d'assurer une alimentation correcte. L'accroissement des actifs, par des transferts d'alimentation ou d'argent, des produits de base, des transferts de bétail, des formations, l'amélioration des flux d'information et l'édification de connexions, est un point critique dans le traitement de l'insécurité alimentaire aiguë.

Les communautés gèrent l'insécurité alimentaire par une stratégie de diversification, l'usage plus intensif des ressources naturelles et la recherche d'opportunités (pour accroître les actifs). Les éléments de la stratégie changent selon le lieu, le moment et les individus.

La production agricole, l'élevage animalier et le travail rémunéré restent les éléments centraux des stratégies de sécurité alimentaire. Cependant la stratégie générale est en constante évolution et les besoins doivent être suivis régulièrement. Comprendre les éléments changeants de la gestion de l'insécurité alimentaire est indispensable au succès d'un développement qui incorpore la RRC.

Les efforts de développement contribuent principalement à la gestion de l'insécurité alimentaire par l'accroissement d'actifs, en particulier ceux qui peuvent le plus facilement être changés en capital disponible lors de situations de crise. Le secours et le relèvement en cas de catastrophe peuvent aussi cibler des transferts d'actifs pour fournir aux personnes

atteintes par l'insécurité alimentaire des moyens de retrouver rapidement leur capacité à se nourrir au présent et à l'avenir. Pour que la RRC réussisse, il faut que l'éducation ne soit pas exclue du secours et du relèvement.

Le crédit est un outil important, utilisé pour traiter l'insécurité alimentaire à court terme au Niger et au Burkina Faso. Il faut des moyens plus rigoureux et innovateurs pour accroître le crédit que peuvent se permettre les personnes vivant dans l'insécurité alimentaire. Ainsi elles pourront prendre plus efficacement des mesures personnelles pour traiter l'insécurité alimentaire persistante.

### 3.4 Gérer l'insécurité alimentaire grâce à de meilleurs mécanismes

L'approche officielle actuelle de réponse aux crises alimentaires, au Burkina Faso et au Niger, rencontre un certain nombre de défis importants :

- Un faible lien entre l'accent prédominant sur la production céréalière et la façon dont les personnes assurent, en fait, leur propre sécurité alimentaire.
- La dépendance actuelle sur les réserves de nourriture ainsi que l'aide alimentaire en réponse à l'insécurité alimentaire ne traite pas efficacement et n'atténue pas l'impact de pénuries alimentaires aiguës ni n'est viable.
- La faible participation de l'alimentation précaire dans les systèmes d'alerte précoce officiels et dans les structures d'aide alimentaire signifie que ces dernières ne répondent pas aux normes minimales d'aide humanitaire. Ceci soulève des questions de gouvernance et signifie que les structures d'alerte précoce et d'assistance ne satisfont pas aux normes minimales de l'assistance humanitaire (Norme 1, *Le Projet Sphère*).

### 3.5 Émergence récente d'ouvriers agricoles sans terre

Le Niger connaît un basculement social avec l'accroissement du nombre d'ouvriers agricoles ruraux sans terre. On attend une hausse de cette tendance. Ce nouveau groupe, avec sa dépendance de revenus agricoles saisonniers pour acheter de la nourriture, est particulièrement exposé aux maigres récoltes et aux conditions de marché changeantes pour les récoltes commerciales.

En tant que groupe à l'émergence récente, ces ouvriers agricoles ruraux doivent recevoir une attention particulière dans les efforts de RRC, ainsi qu'un soutien durant les situations de crise alimentaire. Ce groupe a toutes les chances de passer inaperçu pour les étrangers et pour les structures officielles d'évaluation des besoins, mais il faut traiter de façon proactive le risque de ce groupe pour éviter une insécurité alimentaire aiguë à l'avenir. Des organisations de la société civile, en particulier des organisations basées sur la foi, sont bien placées pour soutenir ces personnes et leur famille au niveau local.



# 4 Recommandations

## 4.1 Promouvoir et intégrer la RRC dans le développement, les secours d'urgence et le relèvement

### Bailleurs de fonds Gouvernements ONG

Les bailleurs de fonds, les gouvernements et les ONG devraient intégrer la RRC dans la politique et la pratique en matière de développement, de secours et de relèvement, en utilisant les réponses aux défis proposées dans le tableau 1 (page 4).

Les opportunités pour intégrer la RRC dans les politiques et les programmes de développement des gouvernements et des bailleurs de fonds comprennent :

- La révision des CSLP
- Les révisions de la Stratégie de Coopération et du Programme Indicatif National de la Commission Européenne
- La révision par le gouvernement des États-Unis des options de développement pour le Niger
- Le nouveau Programme des Nations Unies pour le développement au Burkina Faso
- Le développement de profils de sécurité alimentaire pour les pays sahéliers (Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest).

### ONG

Les ONG et les autres acteurs-clés (p. ex. le PNUD, la SIPC et la Banque Mondiale) devraient :

- Organiser, dans chaque pays, une table ronde annuelle sur la RRC pour le partage des connaissances, des recherches et de la pratique (tirés des expériences locales) entre représentants des bailleurs de fonds, des gouvernements et des ONG couvrant tous les points de vue depuis les locaux jusqu'aux internationaux. Ceci pourrait conduire ensuite à des réseaux plus réguliers, comme le groupe de RRC BOND au Royaume-Uni, pour un partage ultérieur des leçons apprises.<sup>13</sup>
- Produire des guides pratiques sur la RRC pour éveiller la prise de conscience et former les décideurs politiques et les praticiens du développement, au niveau de la mise en œuvre, en vue des contextes spécifiques de la région sahélienne. Les points de départ de ce processus comprennent les travaux de La Trobe et Davis, Venton, Benson et Twigg ainsi que ce rapport. Ces guides devraient bénéficier d'un niveau important d'apport communautaire et faire l'objet d'une promotion lors de la table ronde annuelle sur la RRC.

## 4.2 Comprendre la sécurité alimentaire comme la capacité à nourrir sa famille aujourd'hui et dans l'avenir

### Bailleurs de fonds Gouvernements

Pour que la sécurité alimentaire ait pour centre le fait que des individus et des familles, en particulier des femmes, au Niger et au Burkina Faso, satisfont ou ne satisfont pas leur besoins alimentaires aujourd'hui et demain, les bailleurs de fonds et les gouvernements devraient :

- Utiliser la définition plus large de la sécurité alimentaire qui correspond davantage à celle des communautés : *accès, disponibilité, utilisation et absence de chocs* dans les politiques et la pratique, y compris les évaluations et la gestion de l'insécurité alimentaire.

### ONG

Au Niger et au Burkina Faso, les ONG devraient :

- Fournir des témoignages et des études de cas sur le rôle central joué par les femmes (tout autant que par les hommes) pour assurer et améliorer la sécurité alimentaire d'une famille.
- Piloter des projets qui ciblent mieux l'aide apportée aux femmes pour soutenir le rôle qu'elles jouent pour assurer la sécurité alimentaire.

<sup>13</sup> Le groupe de RRC est un groupe de travail des ONG britanniques de développement à l'étranger qui a pour objectif d'amener les ONG à transmettre les leçons apprises et à coordonner les programmes et les activités, en relation avec la RRC.

### 4.3 Améliorer les mécanismes et s'appuyer sur les stratégies communautaires pour gérer l'insécurité alimentaire

#### Bailleurs de fonds Gouvernements

Les gouvernements et les bailleurs de fonds (en particulier la CE, les E-U, les programmes nationaux du PNUD et le Bureau pour la prévention et le relèvement) devraient cesser de dépendre des stocks et de l'aide alimentaires pour aller vers une approche plus diversifiée de la gestion de l'insécurité alimentaire d'une récolte à l'autre, qui comprend :

- Le transfert d'actifs aux individus, aux familles et aux communautés menacées par une insécurité alimentaire aiguë, avant que les conditions n'atteignent des niveaux critiques et pour faciliter le relèvement – p. ex. transferts de nourriture, d'argent, de produits de base, de troupeaux, la formation ainsi que l'amélioration de la circulation et des liens de l'information.
- Une plus grande participation des communautés aux évaluations des risques et aux prises de décision concernant les transferts d'actifs avant que les conditions n'atteignent des niveaux critiques.
- Une participation plus efficace du secteur commercial pour fournir de la nourriture aux zones affectées par la pénurie – p. ex. réduction des tarifs et des taxes routières ; renforcement des liaisons entre les fournisseurs commerciaux et les systèmes d'alerte précoce ; incorporation de représentants des organisations d'approvisionnement commercial dans la planification de la réponse aux crises alimentaires et la mise en relation des principaux fournisseurs alimentaires auprès des coopératives et banques céréalières dans des communautés ou des régions particulières.

Ceci devrait être soutenu par une analyse bien étayée concernant :

- La politique économique, les frais et les insuffisances des mécanismes actuels
- Des options pour un ensemble plus diversifié de mécanismes visant à traiter les causes fondamentales de l'insécurité alimentaire aiguë.

La décentralisation peut améliorer la gestion du risque d'insécurité alimentaire. Cependant, cette amélioration nécessite que :

- Les capacités d'alerte précoce et d'intervention soient décentralisées
- Les ressources et les responsabilités de secours soient, elles aussi, décentralisées
- Les activités décentralisées de traitement de l'insécurité alimentaire soient participatives
- La gouvernance place les victimes potentielles de catastrophe au centre de l'alerte précoce et de l'assistance.

#### ONG

Les ONG devraient soutenir les gouvernements et les bailleurs de fonds dans les recommandations ci-dessus par :

- Le pilotage de méthodes nouvelles et différentes pour répondre aux crises alimentaires quand elles surviennent – p. ex. des transferts d'argent ciblés, des bons pour des investissements agricoles et la formation pour améliorer les opportunités de revenu à court terme.
- La documentation d'options pour gérer l'insécurité alimentaire, incluant des expériences récentes de paiement en espèces à Tanout, au Niger, et de l'argent pour le travail.
- L'accroissement de l'implication des communautés dans la prise de décision sur la manière de traiter l'insécurité alimentaire, par des exemples sur la façon dont la participation a amélioré la sécurité alimentaire, et l'augmentation de la prise de conscience des normes de Sphère et de leur suivi-évaluation.

Ces efforts devraient être liés aux améliorations constantes des systèmes d'alerte précoce au Niger et au Burkina Faso (p. ex. par FewNet, CILSS, FAO, PAM et CARE au Niger).

### 4.4 Soutenir les ouvriers agricoles sans terre

Les ouvriers agricoles sans terre nouvellement apparus au Niger affrontent des défis importants vis-à-vis de la sécurité alimentaire immédiate et à long terme.

#### ONG

Au Niger, les ONG, et tout particulièrement les organisations basées sur la foi, devraient :

- Cibler et soutenir les individus et les familles qui sont plus particulièrement exposés à l'insécurité alimentaire en raison de l'émergence d'une classe d'ouvriers agricoles sans terre. Par exemple, en fournissant une éducation, une formation au savoir-faire et des microcrédits qui pourraient réduire, à long terme, la vulnérabilité de ce groupe.

## Appendice 1 Matrice de réduction de la consommation alimentaire et de réponses

Le tableau suivant présente les façons dont des populations au Niger et au Burkina Faso réagissent face aux réductions de leurs sources d'alimentation. Il avait été conçu à l'origine à partir de sources secondaires y compris les profils de sécurité alimentaire de FewNet pour le Burkina Faso et le Niger (FewNet (a), (b) et FewNet 2005 (a)) et il reposait sur le *Modèle pression-libération*.

Une première ébauche du tableau a fait l'objet d'une discussion avec le personnel de Tearfund et d'une révision. Les données du tableau ont été mises à jour et révisées suite à des discussions communautaires et autres, ainsi que suite à un passage en revue de la littérature rassemblée au Niger et au Burkina Faso. Un apport particulier a également été fourni par Laouali Mahamadou Ibrahim de FewNet.

Le tableau pourrait servir

- à encadrer des apports provenant des communautés sur les moyens de traiter l'insécurité alimentaire
- comme outil pour générer une compréhension commune des stratégies et des barrières pour le traitement de l'insécurité alimentaire sur un certain nombre de communautés
- à développer une compréhension commune au sein du personnel de développement sur les stratégies et les barrières pour le traitement de l'insécurité alimentaire.

Au cours des révisions du tableau, un certain nombre de « causes sous-jacentes » de l'insécurité alimentaire ont été identifiées, comme la formation insuffisante des agriculteurs et les services de soins vétérinaires insuffisants. Celles-ci peuvent être développées en cartographiant les causes d'insécurité alimentaire dans les communautés et en appliquant ensuite une politique économique pour rechercher des causes plus profondes de l'insécurité. Une fois ces causes sous-jacentes identifiées, elles peuvent être attaquées par des activités de plaidoyer accompagnées d'interventions techniques et programmatiques.

### Matrice de réduction de la consommation alimentaire et de réponses : causes, réactions et moyens de renforcer les réactions

Source d'alimentation pour un individu	Raison pouvant réduire la disponibilité d'alimentation provenant de cette source	Cause immédiate de réduction de la disponibilité de la source alimentaire	Réactions communautaires à l'insécurité alimentaire	Moyens de renforcer les stratégies communautaires pour survivre à l'insécurité alimentaire
Production agricole personnelle	Sécheresse	Faibles pluies	Augmentation de la nature résistante à la sécheresse des pratiques agricoles	Avis technique
		Surabondance de pluies	Accroissement de production agricole alternée	Fournir des investissements, un savoir-faire, des fonds, de l'eau, des marchés pour la production
	Inondations	Mauvaise utilisation de la pluie (y compris sols pauvres)	Mieux planifier l'emplacement des champs en relation avec les zones inondables	Amélioration de la planification de l'usage des terres
		Emplacement des champs mal choisi	Augmenter l'accessibilité à la terre (location ou achat)	Améliorer les possibilités de vente/location de terres
	Dommages par des insectes, oiseaux, animaux nuisibles	Gestion inefficace des nuisibles	Utilisation d'autres sources de nourriture pour répondre aux besoins	Promotion de méthodes d'emménagement et de conservation alimentaires

Source d'alimentation pour un individu	Raison pouvant réduire la disponibilité d'alimentation provenant de cette source	Cause immédiate de réduction de la disponibilité de la source alimentaire	Réactions communautaires à l'insécurité alimentaire	Moyens de renforcer les stratégies communautaires pour survivre à l'insécurité alimentaire
Réserves alimentaires personnelles	Incapacité à emmagasiner des aliments	Les exigences d'alimentation de saison à saison limitent la croissance des réserves	S'éloigner d'une dépendance de la production de saison à saison	Soutenir la diversification des sources alimentaires
		Expectative culturelle du partage des réserves		Formation sur la gestion des récoltes
Monétisation des actifs (produits agricoles, terres, animaux, etc.)	Actifs réduits	Les dépenses excèdent la croissance des actifs	Accroître les actifs les bonnes années	Économies, assurance
	Manque de transparence dans les marchés	Les producteurs sont en position de faiblesse pour négocier face à des acheteurs mieux organisés	Renforcer les organisations de producteurs	Formation
Économies (capitaux et marchandises)	Manque d'économies suffisantes	Possibilités limitées d'économiser	Accroître la disponibilité des économies	Fournir des économies à écouler
	Manque de moyens pour écouler les économies (p. ex. marchés saturés)	Dépendances excédant les revenus		Améliorer les conditions de marché (termes de l'échange)
		Chocs (maladie) réduisant les économies	Réduire les chocs (ou leur impact)	Assurance
		Frais élevés des dépenses non alimentaires (santé, vêtement, transport)	Améliorer la qualité des services sociaux (santé, routes, marchés) et les rapprocher des usagers	Soins de santé améliorés
	Capacité de gestion insuffisante	Mauvaise gestion des ressources disponibles	Améliorer la gestion des fermes familiales	Former en économie familiale et en gestion agricole
Échange	Partage social réduit	Réseau social tendu	Accroître le réseau d'échange et les obligations	Renforcer les relations sociales
		Manque de ressources à partager		Accroître la fourniture d'alimentation qui peut être échangée
Travail	Manque d'emplois suffisants	Manque de possibilités d'emploi	Découvrir des possibilités de travail supplémentaires/nouvelles	Accroître les possibilités de travail Accroître les revenus du travail
		Manque de savoir-faire		Accroître le savoir-faire (revenu contre effort)
	Handicap	Maladie, tare physique ou âge	Mendicité	Accroître le savoir-faire (revenu contre effort)
	Maladie	Maladie endémique ou épidémique	Accroître les dépenses de santé	Réduire les coûts des soins de santé préventifs
	Rigidité dans la disposition à travailler en dehors des occupations définies socialement	Facteurs sociaux et résidus du système de castes		Développement de programmes d'information et d'éducation pour rompre les tabous sociaux

Source d'alimentation pour un individu	Raison pouvant réduire la disponibilité d'alimentation provenant de cette source	Cause immédiate de réduction de la disponibilité de la source alimentaire	Réactions communautaires à l'insécurité alimentaire	Moyens de renforcer les stratégies communautaires pour survivre à l'insécurité alimentaire
<b>Animaux personnels</b>	Maladie ou mort d'un animal	Mauvaises santé et alimentation Manque de pâturage ou de fourrage	Changer d'actifs d'origine animale : changer la nature des animaux possédés, vendre des animaux	Ouvrir des marchés pour la vente des animaux et des produits d'origine animale  Améliorer la santé des animaux (impact sur la qualité et la quantité)
	Ventes d'animaux (forcées)	Surpâturage Besoin de revenus disponibles		Fournir des sources supplémentaires de revenus
<b>Dettes</b>	Incapacité à garantir des prêts	Manque d'actifs (pour éviter le besoin de prêts)	Améliorer l'accès au crédit	Accroître l'accès au crédit
	Valeur limitée des prêts (mauvais termes de l'échange)	Chocs	Réduire la demande de crédit	Réduire le besoin de crédit
	Mauvaises gestion et utilisation des troupeaux	Formation en gestion insuffisante des gardiens de troupeaux et poids du discrédit social du gardiennage de troupeau	Améliorer les capacités de gestion des gardiens de troupeau	Formation en gestion et utilisation des troupeaux
<b>Dons</b>	Mort ou déplacement du fournisseur d'alimentation (mécène)		Accroître la réception et le transfert de dons	Renforcer les relations sociales
<b>Aide alimentaire</b>	Défaillance/réduction de l'aide	Changements de politique des donateurs Changement des critères d'allocation de l'aide alimentaire	Rechercher une aide alimentaire	Faciliter l'accès à l'aide alimentaire
	Mauvais ciblage	Manque de capacité pour la distribution appropriée de l'aide	Revoir la façon dont la distribution de l'aide sera gérée dans le processus de décentralisation	Former et éveiller les communautés à de bonnes normes et pratiques de distribution de l'aide
<b>Aide non alimentaire (y compris versement en espèces)</b>	Défaillance/réduction de l'aide	Changements de politique des donateurs Changement des critères d'allocation de l'aide non alimentaire	Rechercher une aide non alimentaire	Faciliter l'accès à l'aide non alimentaire
<b>Monétisation de l'aide</b>	Défaillance/réduction de l'aide	Changements de politique des donateurs		Accroître la monétisation de l'aide  Faciliter l'accès aux marchés et leur capacité
	Mauvais termes de l'échange	Offre excédentaire		Améliorer les termes de l'échange
<b>Alimentation sauvage</b>	Incapacité d'accéder aux zones de ramassage d'alimentation sauvage	Revendications de bail rural	Accroître le ramassage d'alimentation sauvage	Renverser les barrières légales au ramassage d'alimentation sauvage
	Disparition de nombreuses espèces due à la désertification	Zones désertiques croissantes Mauvaises gestion des terres	Replanter les espèces perdues et améliorer la gestion des terres	Former les populations locales à la gestion de leurs terres

Source d'alimentation pour un individu	Raison pouvant réduire la disponibilité d'alimentation provenant de cette source	Cause immédiate de réduction de la disponibilité de la source alimentaire	Réactions communautaires à l'insécurité alimentaire	Moyens de renforcer les stratégies communautaires pour survivre à l'insécurité alimentaire
<b>Migration (pour supprimer la consommation)</b>	Insuffisance des fournitures alimentaires locales	Maigre production, mauvais termes de l'échange et/ou maigre approvisionnement du marché et prix insuffisants	Migrer (pour supprimer la consommation)	Faciliter la migration (et les emplois à destination)
<b>Migration (pour générer des revenus)</b>	Insuffisance des fournitures alimentaires locales	Maigre production, mauvais termes de l'échange et/ou maigre approvisionnement du marché et prix insuffisants	Migrer (pour générer des revenus)	Faciliter la migration (et les emplois à destination)
<b>Paiements</b>	Faibles revenus à la source	Réduction de l'offre d'emploi ou des revenus du travail	Campagnes pour des paiements supplémentaires	Réduire les barrières pour les paiements Accroître les savoir-faire de travail et le revenu à la source
		Corruption		Réduire la corruption
		Troubles civils (dans le pays source)		S'attaquer aux causes de trouble civil
<b>Activités semi-légales ou illégales</b>	Peu de succès des autres moyens pour garantir l'alimentation	Manque d'alternatives pour garantir l'alimentation	Accroître les activités illégales ou parallèles (p. ex. prostitution, vol, accroissement du ramassage des ressources naturelles)	Augmenter les alternatives (légales) d'approvisionnement alimentaire
<b>Autre emploi</b>	Manque d'emploi	Changements des exigences de travail	Garantir l'emploi	Formation professionnelle, création d'emploi
<b>Faibles réserves d'eau (qualité et quantité)</b>	Faible production d'origine alimentaire et animale	Services insuffisants/ mauvais entretien	Accroître la fourniture d'eau	Améliorer la qualité et la quantité de l'eau
	Mauvais usage alimentaire (maladie)	Connaissance, attitudes et/ou pratique inadéquates	Migrer	Éducation en santé publique
<b>Habitudes de consommation alimentaire</b>	Peu de variété de l'alimentation et forte consommation de céréales	Peu de possibilité de changer la consommation alimentaire quand une production inférieure réduit la consommation nutritionnelle	Changer les habitudes de consommation alimentaire	Promouvoir une consommation alimentaire plus souple, plus adaptée aux variations de disponibilité alimentaire

Il faut noter que la recherche du profit et la corruption sont des problèmes communs à toutes les sources d'alimentation.

## Bibliographie

- Action contre la Faim (16/06/06) *Niger, 1 an après : Toujours sur « le fil du rasoir »*, communiqué de presse, [www.actioncontrelafaim.org/index1.htm](http://www.actioncontrelafaim.org/index1.htm)
- Adomako-Bonsu A., Carboni I., Deb S. et Pereira SNC (2007), *Why is Niger Chronically Poor ?*, London School of Economics Group Project, pour Concern Worldwide
- AGRIFOR Consult (2005), *Mission d'appui à la définition d'un programme de sécurité alimentaire plurinational au Sahel – rapport final*, Union Européenne
- Banque Mondiale (2002), *Niger Poverty Reduction Strategy Paper and Joint Staff Assessment*
- Banque Mondiale (2006), *Annual Progress Reports of the Poverty Reduction Strategy Paper Joint Staff Advisory Note (Niger)*, Rapport No. 38271-NE, Personnel du Fonds Monétaire International (FMI) et d'International Development Association
- Barrett C.B., Reardon T., Webb P. (2001), Nonfarm Income Diversification and Household Livelihood Strategies in Rural Africa : Concepts, Dynamics, and Policy Implications, *Food Policy*, 26 pages 315-331.
- Bennett A. (2007) *Malnutrition challenges child survival in Niger, despite recent gains*, UNICEF, IRIN
- Benson C., Twigg J., Rossetto T. (2007) *Tools for Mainstreaming DRR : Guidance Notes for Development Organisations*, ProVention Consortium
- Bernard J (2006), *Animal Fairs : An Oxfam GB trial in the Sahel*, Oxfam
- Boudreau T. (1989), *The Food Economy Approach: A Framework for Understanding Rural Livelihoods*, Document no 26 du Réseau Relief and Rehabilitation, Overseas Development Institute
- Burkina Faso (2004), *Document de stratégie de développement rural*
- CILSS (2004), *Harmonisation des méthodes d'identification et d'analyse des zones et groupes vulnérables au Sahel, Cadre harmonisé d'analyse permanente de la vulnérabilité courante au Sahel*, en association avec USAID, PAM, FEWS.Net, FAO, MIDRAC, IBIMET-CNR, CARE, Union Européenne
- Comité de Rédaction de la SDR (2007), *Stratégie de Développement Rural (SDR)*, Secrétariat Permanent de la SRP, Cabinet du Premier Ministre, République du Niger
- Commodity Policy and Projections Service (2003), « Trade Reforms and Food Security », Chapitre 2 dans *Conceptualizing the Linkages*, Food and Agriculture Organisation (FAO)
- Cotula L. (2006), *Land and water rights in the Sahel*, Institut International pour l'Environnement et le Développement
- Diarra M. (2006), *Restauration de l'environnement et changements sociaux de genre*, Centre Régional d'Enseignement Spécialisé en Agriculture (CRESA), Niamey, Niger et l'Université Libre d'Amsterdam, Pays-Bas
- Emergency Needs Assessment Branch (2006), *Bilan des connaissances sur le commerce et les marchés impliqués dans la sécurité alimentaire*, Programme Alimentaire Mondial
- FewsNet (non daté, a), *Burkina Livelihood Zones*, USAID FewsNet Project
- FewsNet (non daté, b), *Mali Livelihood Zones*, USAID FewsNet Project
- FewsNet (2005a), *Niger Livelihood Profiles*, USAID FewsNet Project
- FewsNet (2005b), *Niger : An Evidence Base for Understanding The Current Crisis*, USAID FewsNet Project
- Ghizzi A. (2007), *La sécurité alimentaire des ménages au sud de Zinder, un an après la crise (Niger – Novembre 2006)* Médecins Sans Frontière Suisse
- Hampshire K., Panter-Brick C. et Casiday R. (2006), *Durham's Consultancy In Niger: The Social Context Of Child Malnutrition: Household Responses To Food Crisis, Decision-Making And Childcare Practices*, Département d'anthropologie, Université de Durham et Concern

- Harrigan S. (2006), *The Cost of being Poor: Markets, mistrust and malnutrition in Niger: 2005-2006*, Save the Children UK
- Harrower S., Hoddinott J. (2004), *Consumption Smoothing and Vulnerability in the Zone Lacustre, Mali*, Plans de discussion, Division de la nutrition et de la consommation alimentaire, International Food Policy Research Institute
- Humanitarian Policy Group (2005), *Humanitarian issues in Niger*, HPN Briefing Note, Overseas Development Institute
- IIRR, Cordaid et Acacia Consultants (2004), *Drought Cycle Management: A toolkit for the drylands of the Greater Horn of Africa*
- Journal Officiel du Faso (2001), *Stratégie nationale de sécurité alimentaire, phase opérationnelle*, Conseil des Ministres
- Larwanou M, Abdoulaye M, Reij C Group (2006), *Étude de la régénération naturelle assistée dans la région de Zinder (Niger), Une première exploration d'un phénomène spectaculaire*, International Resources Group, pour USAID.
- La Trobe S., Davis I. (2005), *Mainstreaming DRR : a Tool for Development Organisation*, Tearfund
- La Trobe S, Taylor N (2006), *Transforming the Commitment into Action: EU Progress with Mainstreaming DRR*, Tearfund
- Le Projet Sphère (2004), *Charte humanitaire et normes minimales pour les interventions lors des catastrophes*, éditions Le Projet Sphère et Oxfam
- Mathys E (2006), *Food and Livelihood Security Assessment in Pastoral and Agropastoral Niger*, Oxfam GB
- Maxwell D, Watkins Ben, Wheeler R, Sheikh D (2002), *The Coping Strategies Index: A tool for rapidly measuring food security and the impact of food aid programmes in emergencies*, CARE/Programme Alimentaire Mondiale
- Mousseau F, Mittal A (2006), *Sahel: A Prisoner of Starvation? A Case Study of the 2005 Food Crisis in Niger*, The Oakland Institute
- del Ninno C, Dorosh PA, Smith LC, Roy DK (2001) *The 1998 Floods in Bangladesh: Disaster Impacts, Household Coping Strategies, and Response*, Research Report 122, The International Food Policy Research Institute
- Office of Sustainable Development (2003), *Environmental Guidelines for Small-Scale Activities in Africa: Environmentally Sound Design for Planning and Implementing Development Activities*, Bureau for Africa, US Agency for International Development
- Oxfam, *Overview of Oxfam's Sahel Food Crisis Response in 2005/06*
- Oxfam (2006), *Causing Hunger: an overview of the food crisis in Africa*, Oxfam Briefing Paper 91, Oxfam
- Pelling M, Holloway A (2006), *Legislating for Mainstreaming DRR*, Tearfund
- Plaut M (2005), *Niger women 'banned from grain stores': Evidence is emerging that Niger's food crisis could be partly blamed on the country's social traditions*, British Broadcasting System, <http://news.bbc.co.uk/go/em/fr/1/2/hi/africa/4179938.stm>
- Polgreen L (2007), 'In Niger, Trees and Crops Turn Back the Desert', p. A1, A6, *The New York Times*
- Poulsen L, Marcus, Michael, Marcus, Pearson N (2007), *Drought and Vulnerability – A review of context, capacity and appropriate interventions with respect to drought and the problem of acute malnutrition in the Sahel Region of West Africa: Concept Paper (Final Draft)*, Cardno Agrisystems Limited pour l'Union Européenne.
- Programme Alimentaire Mondial (2006), *Extraits de Niger Comprehensive Food Security Vulnerability Assessment (CFSVA)*
- Programme Alimentaire Mondial (2006), *Niger After Action Review*
- Programme des Nations Unies pour le Développement (2006), *Rapport de l'Atelier, Atelier sur la problématique de l'intégration de la prévention des crises dans le processus de développement, Niamey du 5 au 6 septembre 2006*, Dispositif National de Prévention et de Gestion des Crises Alimentaires, République du Niger et Nations Unies
- Reij C et Thiombiano T (2003), *Développement rural et environnement au Burkina Faso, La réhabilitation de la capacité productive des terroirs sur la partie nord du Plateau Central entre 1980 et 2001*, USAID et Ambassade des Pays Bas
- République du Niger (2006), *Enquête sur la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire des ménages (novembre 2006) Résultats préliminaires*



- Rural Transformation and Sustainable Development Unit (2006), *The food situation in the Sahel: Is a second consecutive food crisis in Niger likely?* Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest (CSAO/OCDE)
- Sahel Food Crisis Programme (2006), *Policy Brief on Why Do Food Crises Persist in the Sahel? An Analysis of the Current Situation, Food Security Policies and Recommendations for Change*, ActionAid International
- Sahel and West Africa Club (2007), *What's New*, [www.oecd.org/department/0,2688,en\\_2649\\_33711\\_1\\_1\\_1\\_1\\_1,00.html](http://www.oecd.org/department/0,2688,en_2649_33711_1_1_1_1_1,00.html)
- Sanchez PA, Swaminathan MS (2005), 'Hunger in Africa: The Link Between Unhealthy People and Unhealthy Soils', *The Lancet*, 3645, p. 442-44.
- Secrétariat du Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest/OCDE (2006), *Sécurité alimentaire et échanges transfrontaliers dans la zone de Kano – Katsina – Maradi*, CILSS / CSAO / FEW-NET / OCHA / PAM / RESIMAO / UNICEF
- Sengupta K (2005), 'Niger's Women and Children Starve as Men Hoard Food', *The Independent*, <http://news.independent.co.uk/world/africa/article306582.ece>
- Southern African Regional Poverty Network (2004), *Scoping Study Towards DDFIDA's Regional Hunger Vulnerability Programme*, Abridged Version, Department for International Development
- Tricks N, Downen J, Magistro J (2006a), *Household Food Security Survey: Tahoua Region*, Final Report [Enquête sur la sécurité alimentaire des familles : région de Tahoua, Rapport final], Concern Worldwide, Programme Niger
- Tricks N, Downen J, Linde R (2006b), *Livelihoods Assessment Report Tahoua and Illela Districts, Niger*, rapport final, Concern Worldwide, Programme Niger
- Union Européenne (2006) *Formes d'appui de la CE au dispositif national de prévention et de gestion des crises alimentaires – Niger, cas particulier de 2005*, Union Européenne, Niger
- Venton P, Hansford B (2006), *Réduire les risques de désastres dans nos communautés*, ROOTS 9, Tearfund
- Venton P, La Trobe S (2007), *Institutional donor progress with mainstreaming disaster risk reduction*, Tearfund
- de Waal A (1989), *Famine That Kills, Darfur, Sudan, 1984-1985*, Oxford Studies in African Affairs, Clarendon Paperbacks
- Webb P, Rogers B (2003), *Addressing the 'In' in Food Insecurity*, Étude spéciale no1, USAID Office for Food for Peace, US Agency for International Development, Washington
- Woodke J. (2007), « Les impacts du changement climatique sur les populations nomades », *Pas à Pas 70*, Tearfund
- Young H. (1992), *Food Scarcity and Famine: Assessment and Response*, Oxfam Practical Health Guide #7, Oxfam
- Young H., Jaspars S. (2006), *The Meaning and Measurement of Acute Malnutrition in Emergencies, A Primer for Decision Makers*, Network Paper, Humanitarian Practice Network, Overseas Development Institute
- Zoundi JS (2006), *Why Do Food Crises Persist in the Sahel?: An Analysis of the Current Situation, Food Security Policies and Recommendations for Change*, Action Aid International







**tearfund**

**[www.tearfund.org](http://www.tearfund.org)**

100 Church Road, Teddington, TW11 8QE, Royaume-Uni

Tel: +44 (0)20 8977 9144

Institution caritative enregistrée sous le no 265464